



EAU PLANÈTE ET PEUPLES

**EAU : IMAGINONS ENSEMBLE
DES SOLUTIONS POUR LE CLIMAT !**

COP 21 PARIS 2015

**SYNTHÈSE DES PROPOSITIONS
RENCONTRES EAU PLANÈTE ET PEUPLES**

29 novembre – 12 décembre 2015



Introduction générale	3
Axes prioritaires d'action et principales propositions ressortant des débats	5
Synthèses de chaque activité organisée	9
1.- Eau et Climat	10
a.- Conférence « Rendre l'eau à la terre pour restaurer le climat »	11
b.- Conférence « L'eau, facteur de stabilisation des populations face aux impacts du changement climatique »	15
c.- Atelier de réflexion collective : « Comment favoriser la prise en compte du lien eau/climat dans les politiques publiques ? »	19
d.- Débat citoyen « Eau, villes et catastrophes climatiques »	21
e.- Ateliers d'échanges entre jeunes internationaux autour du sujet : Eau et Climat	26
2.- Peuples autochtones et changement climatique	30
a.- Conférence au Bourget « La vision des peuples autochtones pour faire face au changement climatique »	31
b.- Conférence « Quand les projets extractivistes mettent en péril les droits des peuples autochtones et les écosystèmes »	36
c.- Flottille autochtone au Bassin de la Villette	41
d.- Rencontre entre deux représentants du peuple autochtone Ashaninka et une classe de CM1 d'une école parisienne	43
Résumés des films présentés pendant la semaine	46
Crédits	47



Introduction

Depuis leur lancement en mars 2012, les Rencontres « Eau Planète et Peuples » ont rassemblé des centaines d'organisations de la société civile du monde entier pour partager leurs expériences et leurs visions de ce bien essentiel qu'est l'eau. Une même idée nous rassemble : l'eau est un bien commun qui doit être accessible à tous car il est l'élément constitutif de la vie.

A l'occasion de la COP21, en décembre 2015 à Paris, la troisième édition des rencontres « Eau, Planète et Peuples » a été organisée, avec deux objectifs : expliciter les liens entre Eau et Climat et mettre en valeur les alternatives respectueuses du cycle de l'eau et du climat, avec un focus particulier sur les solutions portées par les peuples autochtones et les populations locales.

Trois constats ont validé l'opportunité de ces rencontres :

Le premier, c'est que le changement climatique est intrinsèquement lié à l'eau, tant par ses causes que par ses conséquences. Les conséquences, nous les connaissons tous-tes : sécheresses, désertifications, inondations et autres catastrophes climatiques sont toutes liées au surplus ou à l'absence d'eau. Concernant les causes, en revanche, notre gestion des cycles de l'eau est rarement considérée comme un des facteurs du changement climatique et pourtant : en déforestant, en imperméabilisant les sols, en surexploitant les nappes phréatiques pour des usages industriels ou énergétiques ou en pratiquant l'agriculture intensive, nous asséchons et appauvrissons nos sols et nous perturbons le cycle local de l'eau, sans compter les impacts sur les populations, en particulier autochtones. Il est ainsi clairement reconnu par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) que le grand cycle de l'eau est affecté par les activités humaines depuis les années 1960 et qu'il est un facteur prépondérant du changement climatique.

Le deuxième constat est que partout dans le monde, des alternatives urbaines, agricoles, énergétiques et industrielles respectueuses du cycle de l'eau et du climat existent et se multiplient. Malgré son rôle clé dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, l'eau reste pourtant une des grandes absentes des négociations sur le climat.

Troisième constat : Les communautés locales, premières affectées par le changement climatique car plus vulnérables, ont pourtant un mode de vie et des savoirs extrêmement respectueux de la nature, représentant des potentielles solutions de lutte ou d'atténuation du changement climatique. Les peuples autochtones en particulier entretiennent un rapport harmonieux à la biosphère et à la gestion des ressources et sont détenteurs de connaissances et savoirs ancestraux qui nourrissent des réflexions sur des solutions alternatives et durables pour la lutte contre le changement climatique.

C'est pourquoi, nous avons mis l'accent sur cette relation entre eau, changement climatique et peuples à travers plusieurs événements tout au long de la COP 21 qui visaient à :

- Faire entendre la voix des populations dans la recherche de solutions liées à l'eau et au changement climatique.
- Mettre en lumière les modes de vie traditionnels basés sur une réelle harmonie avec la nature comme solution au changement climatique
- Partager des solutions alternatives au changement climatique et ses impacts sur l'eau et des techniques d'adaptation issus des savoirs traditionnels des communautés locales et des peuples autochtones.

Les rencontres Eau, Planète et Peuples avaient pour ambition de toucher un très vaste public : scientifiques, décideurs, acteurs de terrains, militants, enfants et grand public. Pour cette raison plusieurs espaces ont été investis :

Les espaces officiels au Bourget (dans la zone Société civile de la COP21) ;

- Les lieux de mobilisation de la Coalition Climat 21 (à Montreuil et au Cent Quatre à Paris) ;
- le Pavillon de l'Eau d'Eau de Paris ;

→ Ainsi que l'espace public pour des manifestations et évènements en plein air.

L'Accord de Paris, s'il a le mérite d'exister, fixe des objectifs sans pour autant donner les clés d'action concrètes pour lutter contre ce changement climatique. Les ateliers, conférences, formations et projections organisés dans le cadre des rencontres Eau Planète et Peuples avaient tous pour ambition de montrer, avec l'angle de l'eau, que nous pouvons agir chacun-e localement et que nous pouvons ainsi réellement contribuer à maintenir l'équilibre climatique.

Cette capitalisation est donc l'outil idéal pour mieux comprendre l'ensemble des enjeux de la relation eau et climat, pour découvrir des alternatives proposées par nos rencontres et pour vous engager.

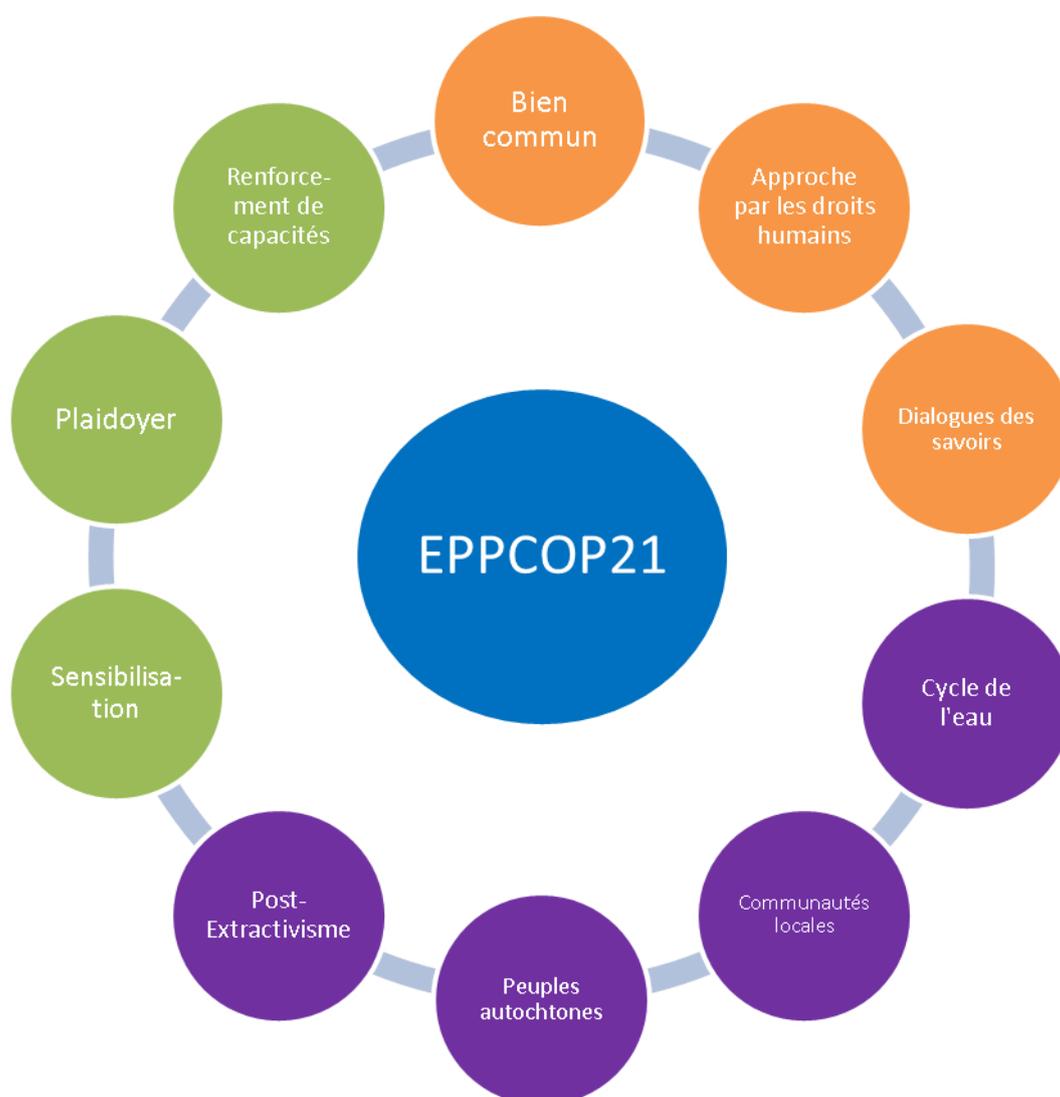
Ces actions possibles sont dans nos mains, nous devons nous en saisir pour participer à la construction d'un monde plus respectueux du climat et de l'Humanité.



Axes prioritaires et principales propositions

Une des volontés pour cette édition d'« Eau Planète et Peuples » était d'organiser des activités aux formats variés : conférences grand public, conférences de haut niveau comme celle au Bourget dans l'espace société civile de la COP 21, atelier de réflexion rassemblant des experts, atelier participatif avec des jeunes, débat citoyen ou encore une rencontre avec des enfants. L'idée était de rassembler un public le plus large possible composé tant d'experts, de membres actifs de la société civile, de représentants de communautés locales et de peuples autochtones que de citoyens. Les activités proposées ont permis d'écouter les points de vue de ces différents acteurs et de favoriser les échanges d'imaginaires, d'expériences et de solutions.

Ce qui est frappant, c'est que, malgré la diversité des profils des participants, leur niveau de connaissance ou d'engagement, les enjeux perçus sont globalement les mêmes, tout comme les propositions et axes prioritaires d'action à développer pour répondre à la crise climatique.



FAIRE DE L'EAU UN LEVIER D'ACTION CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

→ *Agir sur le cycle de l'eau pour restaurer le climat*

Eau et Climat

A l'échelle globale, l'eau joue un grand rôle dans la **régulation du climat**. Si on a une mauvaise gestion de l'eau, c'est tout le système climatique qui est dérégulé. Les enjeux de l'eau et du climat doivent être envisagés en termes de conséquences sur la biodiversité et la vie. Il faut nous saisir de cette problématique pour **sensibiliser** et pour **reviver la participation citoyenne** sur ces enjeux, reconquérir nos territoires et faire en sorte que les élus locaux et nationaux réussissent à avancer dans la lutte contre le changement climatique.

Restauration des cycles locaux de l'eau

Il nous faut organiser la restauration des cycles locaux de l'eau par la **désimperméabilisation des sols** pour limiter les ruissellements et favoriser la recharge des nappes phréatiques, **revégétalisation des villes** pour lutter contre les îlots de chaleur urbains, **restauration et protection des zones humides** sources de fraîcheur et de biodiversité. Pour ce faire, de nombreuses solutions et technologies simples existent, souvent inspirées de savoir-faire locaux et traditionnels, et peuvent être utilisées à tous les échelons territoriaux.

Agir à tous les niveaux

Il nous faut travailler à tous les niveaux (local, régional, national, international) et mobiliser tous les processus et toutes les initiatives, qu'elles soient issues des citoyens, des institutions ou des décideurs. Il s'agit d'avoir une **approche convergente**, prenant en compte les aspects sociaux et la diversité des territoires et des sociétés.

→ *Rendre les populations plus résilientes face au changement climatique*

Promotion de l'eau comme bien commun

Face au changement climatique, il nous faut replacer la lutte pour le droit à l'eau dans un contexte plus large, rappeler que l'eau est un Bien commun, que c'est notre patrimoine mondial, qu'elle a un rôle fondamental dans la biosphère et que nous devons apprendre à mieux la **gérer collectivement**.

Promotion du droit à l'eau et de sa mise en œuvre

Le changement climatique et les déséquilibres qu'il entraîne déjà sont une menace supplémentaire au droit à l'eau des populations. Ce droit doit donc être consolidé et garanti au plus vite. Il faut notamment exiger une mise en place d'un droit international à l'eau juridiquement contraignant. Les outils juridiques internationaux sont en effet nombreux mais leur ratification par les États n'entraîne pas de changements notoires dans le respect du droit à l'eau.

L'implication indispensable des communautés locales

Pour rendre les populations résilientes, il faut aller systématiquement vers **un diagnostic avec les communautés locales** pour qu'elles promeuvent elles-mêmes les mesures les plus pertinentes et adaptées à leur territoire. Redonner confiance aux populations, faire appel à leur capacité d'imagination et à leurs pratiques endogènes est essentiel à la gestion intégrée des écosystèmes. Une meilleure gestion de l'eau et une atténuation des effets du changement climatique peuvent garantir une meilleure stabilité politique internationale. Pour cela, il est indispensable de tenir compte de l'avis des populations locales, y compris des peuples autochtones qui historiquement ont géré l'eau de façon durable.

S'INSPIRER DES POPULATIONS AUTOCHTONES

→ **Un mode de vie résilient et respectueux de l'environnement**

Une cosmovision source d'un mode de vie respectueux de l'environnement

Les peuples autochtones entretiennent des **modes de vie intrinsèquement liés à leur environnement**. Leur **cosmovision** est à la base du **respect de la Terre Mère**, en considérant que les êtres humains vivent en perpétuelle interrelation avec les entités qui composent la nature qui ont une vie propre qui doit être respectée à l'instar de celle des êtres humains.

Capacité de résilience des peuples autochtones au changement climatique

Les peuples autochtones disposent de **systèmes de savoirs d'observation de l'environnement** à même de leur permettre d'anticiper les variations du climat à venir et de comprendre leurs impacts sur leurs territoires. Ils ont su développer de véritables **capacités de résilience** face aux défis du changement climatique. Il est donc nécessaire de **valoriser les nombreuses solutions** d'adaptation et d'atténuation du changement climatique dont ont fait preuve ces peuples.

Dialogue des savoirs

Les États, les scientifiques, la société civile et le monde académique doivent aujourd'hui **repenser leur façon de travailler avec les peuples autochtones** : il faut **générer des alliances et des complémentarités**.

S'ils souhaitent transmettre et diffuser leurs savoirs et savoir-faire, il faudra s'attacher à ce qu'ils n'en soient pas dépossédés, que ces **savoirs soient reconnus et protégés** et qu'un **appui au développement de leurs solutions** voit le jour (soutien de leurs pratiques agricoles et de pêches par exemple).

→ **Remettre en question le système extractiviste**

La nécessaire remise en question du modèle de prédation des ressources naturelles

Les **négociations sur le climat** ne doivent pas uniquement s'intéresser aux productions de gaz à effet de serre mais **doivent remettre au cœur des priorités la biodiversité, les systèmes de gestion des ressources, en particulier des biens communs du Vivant ainsi que les droits humains**. En ne remettant pas en question le modèle de développement de la société occidentale, on continue à produire les causes du changement climatique. **Un changement global de perspective sur les dérèglements climatiques est nécessaire**. Les peuples autochtones appellent à **passer à une société post-extractiviste en stoppant les activités de prédation des ressources naturelles**. Les ressources fossiles doivent rester sous terre, la fracturation hydraulique et l'exploitation des sables bitumineux doivent être bannis. Les politiques extractivistes sont le prolongement d'une politique de prédation, raciste et destructrice des peuples natifs. Dans l'optique de remettre en cause le modèle de prédation des ressources naturelles, **les peuples autochtones alertent sur la tendance forte à la marchandisation et financiarisation de la nature** comme solutions prônée par les négociateurs internationaux sur le changement climatique (solutions REDD et REDD+, création des marchés carbone...). Pour eux, il s'agit de **fausses solutions** ne remettant pas en question les causes profondes du changement climatique qui résident pour eux en grande partie dans la conception occidentale de la nature comme un ensemble de ressources exploitables et commercialisables.

Bataille politique plus que juridique

Pour protéger les territoires face aux entreprises, il faut certes s'appuyer un maximum sur les nombreux traités signés par les États protégeant les terres et les droits des peuples autochtones mais le droit n'est pas la panacée. C'est **l'action populaire et la désobéissance civile qui font que les tribunaux vont parfois interpréter le droit de façon plus juste : la bataille** est politique plus que juridique.

SYNTHÈSES DE CHAQUE ACTIVITE ORGANISEE





Eau et Climat

The collage consists of three panels:

- Top Left:** A hand-drawn diagram titled "ANCRER LE CLIMAT DANS LE LOCAL" (Anchor the climate in the local). It depicts a tree with roots in a circle labeled "SOL VIVANT" (Living Soil). The left side of the tree is labeled "PERMEABILISER" (Permeabilize) and the right side "ÉVAPORER" (Evaporate). A cloud above the tree contains the text "«LOCAL WARMING»". Below the tree, two arrows point to "économie locale!" (local economy) and "PRÉVENTION DE CATASTROPHES" (disaster prevention).
- Top Right:** A clear plastic water bottle with the text "RENDONS L'EAU À LA TERRE POUR RESTAURER LE CLIMAT" (Give water back to the earth to restore the climate).
- Bottom:** A presentation slide titled "THE CITY MUST CHANGE AND OFFSET THE EFFECT OF SEALED SURFACES." It shows a cross-section of a city street with buildings and a road. Below the road, a red area represents an infiltration zone. Text at the bottom of the slide reads "1.5 M² OF INFILTRATION AREA FOR EVERY SQUARE METRE SEALED". Below the slide, a person is seen presenting at a table.



CONFERENCE-DEBAT : « RENDRE L'EAU À LA TERRE POUR RESTAURER LE CLIMAT »

Animateur de la session : JEAN-CLAUDE OLIVA – Directeur de la Coordination Eau Ile-de-France

Intervenants : **Hervé LE TREUT** – Climatologue, directeur de l'Institut Pierre-Simon Laplace, membre de l'Académie des sciences et du GIEC. **Michal KRAVČÍK** (Slovaquie) – Hydrologue, lauréat du Prix Goldman pour l'environnement en 1999. **Rajendra SINGH** (Inde) – Président de l'ONG « Tarun Bharat Sangh » et lauréat 2015 du Prix de l'eau de Stockholm. **Martin GUESPEREAU** – Chargé de mission auprès du Secrétaire Général au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie et ancien directeur de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse

Date et lieu : Lundi 7 décembre au Pavillon de l'eau 77 avenue de Versailles 75016 Paris

Format : conférence-débat publique réunissant scientifiques et porteurs de solutions.

Résumé de la session

Durant la COP21, les négociations internationales sur le climat se sont limitées à la problématique des émissions de gaz à effet de serre, bien que le cycle de l'eau soit un facteur prépondérant du changement climatique et qu'il soit gravement affecté par les activités humaines.

En rendant l'eau à la terre et en rétablissant l'équilibre entre les phénomènes d'infiltration et d'évaporation de l'eau, de nombreuses initiatives permettent de rétablir le bon fonctionnement du cycle de l'eau à l'échelle locale et de lutter contre le changement climatique au niveau global. Citoyens, associations, collectivités territoriales et États, tous peuvent et doivent désormais agir. Afin de développer ce versant essentiel de la compréhension et de la lutte contre changement climatique, les rencontres « Eau, Planète et Peuples » ont organisé une conférence-débat réunissant scientifiques et porteurs de solutions.

Hervé Le Treut, Climatologue, directeur de l'Institut Pierre-Simon Laplace, membre de l'Académie des sciences et du GIEC a présenté les enjeux généraux autour du climat à l'échelle globale puis une étude réalisée à l'échelle du bassin d'Aquitaine. Michel Kravcik, hydrologue, lauréat du Prix Goldman pour l'environnement en 1999, a ensuite explicité les liens entre le cycle local de l'eau et le microclimat et présenté quelques exemples de restauration des cycles locaux de l'eau en Slovaquie. Enfin, Martin Guespereau, Chargé de mission auprès du Secrétaire Général au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie et ancien directeur de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, a présenté les programmes conduits en matière de gestion de l'eau dans le Sud de la France.



DÉFIS / INCERTITUDES	PROPOSITIONS DE STRATÉGIES ET D'ACTIONS
<i>“L'émission de gaz à effet de serre agit comme une dette climatique”. Hervé LE TREUT</i>	
<p>Le Changement climatique (CC) est un problème émergent en matière de capacité d'observation et de prise en compte des enjeux et conséquences. Pendant 10 000 ans les émissions de gaz à effet de serre (GES) et le climat ont été stables. On a pu observer une croissance importante des GES depuis la Révolution industrielle mais leur croissance exponentielle remonte surtout à la fin de la Seconde Guerre Mondiale.</p>	<p>Les derniers rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) démontrent qu'au rythme actuel on aura dépassé le seuil des 2°C de réchauffement climatique planétaire d'ici 2100. Pour ne pas atteindre ce seuil, il faut réduire les émissions de GES de façon très importante pour limiter les effets du changement climatique et modifier notamment les modes de production de 80% de notre énergie actuelle.</p>
<p>Trois paramètres sont à prendre en compte dans l'évolution du climat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La durée de vie des GES dans l'atmosphère est extrêmement longue. Ce qui signifie qu'une fois émis, l'urgence climatique est peu réversible. - Les émissions de GES augmentent actuellement 10 fois plus vite que dans les années 50. - Il existe un décalage dans le temps pour observer les évolutions. Le réchauffement met une dizaine d'années à se faire sentir. Ce qui signifie que les gaz émis actuellement vont caractériser le climat dans 10 à 20 ans. Il faut donc agir de suite. Ce laps de temps est celui du temps de réflexion démocratique, c'est celui qu'il nous reste pour changer la donne. 	<p>Nous sommes face à une urgence d'agir et de prendre des décisions afin de modifier nos comportements et nous adapter face au changement climatique à venir. Ces choix sont éminemment politiques et les décisions à prendre seront forcément controversées. Nous devons nous emparer dès à présent de ces enjeux et nous projeter dans le temps.</p> <p>Il faut faire le lien entre les implications globales et locales qui auront une incidence directe sur la vie des gens. En Aquitaine par exemple, il existe un risque de submersion qui va obliger à modifier le littoral. Deux solutions se présentent : la construction d'une digue ou le déplacement des populations.</p>
<p>Les enjeux autour de l'adaptation et de l'atténuation climatique sont omniprésents dans la COP21 et les réponses concernent surtout la captation du carbone.</p>	<p>Les enjeux de l'eau et du climat doivent être envisagés en termes de conséquences sur la biodiversité et la vie.</p>

<p>Il existe des quantités d'informations systémiques disponibles sur l'influence du changement climatique au niveau régional voire local. Cette information est confirmée et en partie visible : par exemple, on constate déjà l'arrivée anticipée des vendanges en France ou le recul des glaciers. Pourtant il existe un vrai déni. Il semble que la prise de conscience ne viendra qu'avec l'avènement de catastrophes climatiques à répétition.</p> <p>En se focalisant sur le CO2, on ne parvient pas à engendrer une réelle prise de conscience individuelle et collective et on se prive ainsi d'une mobilisation citoyenne essentielle à la lutte contre le changement climatique.</p>	<p>Il faut faire preuve de pédagogie et sensibiliser les gens sur ce qui les concerne et les implique directement, afin de les faire participer aux décisions collectives à prendre dans leurs localités. Il faut leur montrer des images du changement climatique pour mettre en relation les changements globaux avec ceux de l'échelle locale.</p>
<p>Le changement climatique redonne de l'importance au thème de l'eau. Il donne l'opportunité de repositionner l'eau au cœur des problématiques de gestion du territoire.</p>	<p>Il faut nous saisir de cette opportunité pour raviver la participation citoyenne sur ces enjeux, reconquérir nos territoires et faire en sorte que les élus locaux et nationaux réussissent à avancer dans le sens qui est le nôtre.</p>
<p><i>“Il faut régénérer ces cycles de l'eau vertueux.” Michal KRAVCIK – Rajendra SINGH</i></p>	
<p>A l'échelle globale, l'eau joue un grand rôle dans la régulation du climat. Si on a une mauvaise gestion de l'eau, c'est tout le système climatique qui est dérégulé. On constate aujourd'hui une perte d'eau colossale dans les cycles de l'eau, dans les écosystèmes, et un manque de vapeur d'eau dans l'atmosphère. Cela pose problème car la régulation de l'énergie solaire ne s'opère plus de façon efficiente. Lorsqu'il y a des déséquilibres hydriques plus importants, les perturbations et les phénomènes climatiques s'accroissent.</p>	<p>Il nous faut organiser la restauration des cycles locaux de l'eau par des technologies et des solutions simples. Chacun peut devenir gestionnaire d'un cycle local de l'eau en commençant par réduire les ruissellements, en assurant un bon drainage des terres et en collectant l'eau des pluies massives. En Slovaquie par exemple, les communautés tziganes se sont engagées dans la mise en œuvre de solutions simples : des petits barrages non bétonnés ont permis de combattre l'érosion, d'améliorer la biodiversité et de combattre la sécheresse. En Inde, grâce à la mise en place de plus de 1100 <i>johads</i>, des réservoirs naturels de rétention d'eau (construits souvent à base de pierre et de boue dans des endroits en pente), la restauration du cycle de l'eau local a permis de redonner de l'humidité au sol et de restaurer la couverture végétale. L'eau retenue réalimente ainsi l'aquifère.</p>
<p>Il existe un lien essentiel entre l'utilisation des terres et la formation de nuages et de tempêtes (ex: cycle local de l'eau à sec en Californie). En Slovaquie par exemple, des années d'agriculture industrielle intensive ont produit des paysages dégradés et érodés.</p>	
<p>Les universitaires parlent d'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles, alors qu'il s'agit d'exploitation. C'est à cause de ces enseignements que l'on assèche les aquifères.</p> <p>Très souvent, les ingénieurs employés par les agences étatiques de gestion de l'eau appliquent des plans contreproductifs sans consultation des populations. Dans certains pays, comme en Inde dans l'Etat du Rajasthan, des cas de corruption sont aussi avérés.</p>	<p>Une restauration des cycles de l'eau doit se faire en lien direct avec les communautés, comme c'est le cas en Inde où des <i>Parlements de l'eau</i> ont été mis en place à l'échelle locale. Ce sont des modèles de démocratie décentralisée. Leurs décisions, prises de manière collective, servent les intérêts des populations locales.</p> <p>Les solutions reposent essentiellement sur les hommes. Il faut s'appuyer sur les communautés paysannes et autochtones, sur l'ingénierie villageoise qui ont su catalyser une véritable science à travers leurs savoir-faire traditionnels.</p>

<p>La COP21 ne s'intéresse pas à l'échelle locale. Les négociations sur le climat sont aujourd'hui en grande partie commerciales et ne tiennent pas compte des populations.</p> <p>La démocratie officielle n'est pas la démocratie des peuples, mais celle des grandes entreprises. Les intérêts industriels gouvernent ceux de nos négociateurs à la COP21, qui sont mus par ce même raisonnement.</p>	<p>On a besoin de travailler à tous les niveaux et de mobiliser tous les processus et toutes les initiatives. L'échelle régionale est une très bonne approche pour regarder comment ces co-bénéfices s'articulent les uns avec les autres. On a aussi besoin de négociations au niveau étatique, ce qui n'est pas évident. Il nous faut des approches convergentes prenant en compte les aspects sociaux et la diversité des territoires et des sociétés et valoriser ce qui se fait à l'échelle locale.</p>
<p><i>“Le changement climatique a une vertu, il appuie là où ça fait mal”. Martin GUESPEREAU</i></p>	
<p>À l'échelle locale, il existe en France, des instances pluriacteurs autour de l'eau. Les <i>comités de bassin</i>, même s'ils n'intègrent pas la totalité des acteurs, sont une opportunité pour faire cohabiter des intérêts différents.</p>	<p>Il faut construire des espaces de cohabitation de tous les intérêts pour trouver des équilibres entre les urbains, les ruraux, les associations de défense de la Nature, les agriculteurs, les pêcheurs, etc. Il nous faut rassembler la communauté de l'eau.</p>
<p>Pendant de nombreuses années, les autorités et les acteurs du monde de l'eau ont pensé selon le modèle du « tout tuyau » (ex : endiguement, bétonnage, tout-à-l'égout, etc.) qui provoque une évacuation plus rapide de l'eau vers la mer. Ce modèle est aujourd'hui remis en cause par les experts, puisqu'il pose d'importants problèmes environnementaux et sociaux (baisse du niveau des nappes, crues mortelles, etc.). Il faut cependant du temps pour le modifier, puisqu'au niveau du droit, infiltrer de l'eau dans le sol nécessite des autorisations, au contraire du tout à l'égout.</p>	<p>Il faut retenir l'eau dans les sols, et favoriser la recharge des nappes phréatiques, par exemple en reconstruisant des fossés et des <i>noues</i> (zone tampon végétalisé, peu profond et large, qui recueille provisoirement de l'eau) le long des routes qui permettent le stockage et l'infiltration de l'eau dans le sol. C'est particulièrement vrai pour le milieu urbain.</p>
<p>Les zones humides (ZH) ont beaucoup à perdre avec le changement climatique car elles s'assèchent, et provoquent une perte considérable de biodiversité.</p>	<p>Il faut protéger et restaurer les zones humides et remettre de la nature en ville pour lutter contre l'effet d'îlots de chaleur urbains (élévations localisées des températures, particulièrement des températures maximales diurnes et nocturnes, enregistrées en milieu urbain). Nous devons désimperméabiliser nos villes.</p>



CONFERENCE-DEBAT : « L'EAU, FACTEUR DE STABILISATION DES POPULATIONS FACE AUX IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE »

Animateur de la session : **Kristel MALÈGUE**, Coordinatrice de la Coalition Eau.

Intervenants : **Nathalie SEGUIN**, Coordinatrice de Freshwater Action Network Mexico (FANMex), Mexique. **Mohammed LARBI BOUGUERRA**, consultant OMS et UNESCO, Tunisie. **Arnauld ADJAGODO**, Partenariat National de l'eau, Bénin. **Assane DIONE**, coordinateur GRDR, Mali. **Bassirou NIANDOU**, Président du Conseil Régional de Tillabéry au Niger. **Amal ABOU EL GHAYT**, Responsable du desk MENASIE au Secours Islamique France.

Date et lieu : mardi 8 décembre au Pavillon de l'eau 77 avenue de Versailles 75016 Paris



Résumé de la session

L'eau est au cœur des changements climatiques, elle est le principal vecteur par lequel ces changements impacteront les sociétés et les écosystèmes : modification des régimes de précipitations, du ruissellement, augmentation du niveau de la mer, processus de désertification, catastrophes naturelles... Ces variations auront de fortes répercussions humaines, économiques et environnementales, en impactant tous les aspects du développement. Elles seront en outre, et sont déjà, un facteur d'instabilité majeur pour les populations qui devront faire face à des phénomènes climatiques extrêmes pouvant les contraindre au départ (réfugiés climatiques), à une concurrence exacerbée entre les différents usages de la ressource d'où des conflits (avec des risques de déplacements de populations), à une pauvreté croissante facteur d'instabilité politique. Les populations les plus vulnérables seront les plus touchées par ces impacts. Dès lors, la bonne gestion de l'eau a un rôle majeur à jouer pour permettre aux populations de s'adapter au changement climatique et à ses impacts, et pour prévenir la déstabilisation de territoires. Face à ces enjeux, les ONG/OSC agissent sur le terrain, avec les communautés. Elles expérimentent des solutions, proposent des alternatives et rencontrent des succès pour faire face à ces phénomènes, favoriser le développement local et réduire la vulnérabilité des personnes, tout en renforçant la paix sociale.



Lors de la première partie de la conférence, deux intervenants ont présenté le cas de l'eau en tant que menace pour le développement des populations en Syrie, au Machrek et au Maghreb (Mohammed LARBI BOUGUERRA) et au Mexique (Nathalie SEGUIN). En seconde partie, plusieurs intervenants ont présenté des solutions locales mises en place pour s'adapter au changement climatique dans le domaine de l'eau, notamment au Bénin (Arnaud ADJAGODO), au Sénégal (Assane DIONE), au Niger (Bassirou NIANDOU), au Pakistan ou encore aux Philippines (Amal ABOU EL GHAYT).

DÉFIS / INCERTITUDES	PROPOSITIONS EN TERMES DE STRATÉGIES ET D'ACTIONS
Partie 1 : Les impacts du changement climatique sur l'eau, un facteur de risque pour les populations	
<p>La montée de l'instabilité politique en Syrie et en Irak est intrinsèquement liée au changement climatique et aux enjeux liés à la gestion de l'eau dans cette région. L'eau est à la source des problèmes politiques de la région. Depuis 2006 voire 1996, la région subit une sécheresse extrêmement importante. Le gouvernement syrien n'a rien fait jusqu'à maintenant pour tenter d'endiguer le phénomène. En 2002, le barrage de Zeïzoun s'est effondré provoquant des morts et des pertes colossales de terres agricoles. Les populations victimes sont allées dans les bidonvilles.</p> <p>Le gouvernement syrien a suivi une politique agricole qui ne correspond pas au capital hydrique du pays. L'Euphrate prend sa source en Turquie. Ainsi, depuis toujours, il existe un va et vient entre les gouvernements turc et syrien pour diminuer les quantités d'eau et pour en faire un point d'ancrage militaire. Malgré tout cela, le gouvernement a fait le choix de favoriser la culture du coton pourtant très gourmand en eau.</p> <p>Depuis 2006, le reste du Machrek et le Maghreb sont directement touchés par les impacts du changement climatique. Les techniques ancestrales et traditionnelles permettent de résister aux sécheresses mais la situation va bientôt devenir ingérable dans ces pays. Les populations locales sont de plus en plus privées d'accès à la ressource hydrique.</p> <p>Dans le bassin du Niger également, les sécheresses répétées provoquent des conflits accrus entre éleveurs, agriculteurs et pêcheurs entraînant un exode rural. Les sécheresses depuis 1973 sont davantage responsables des migrations que la guerre.</p>	<p>Les solutions à trouver doivent prendre en compte le facteur eau. La diplomatie et la géopolitique doivent ici jouer un rôle clé, ainsi qu'une démarche de gestion intégrée par bassin versant, y compris pour les bassins transfrontaliers.</p> <p>Les gouvernements doivent mener des politiques agricoles adaptées à la rareté de l'eau dans la région et mettre un terme aux cultures trop gourmandes en eau (coton par exemple).</p>
<p><i>“La sécheresse qui sévit depuis une décennie dans le croissant fertile où l'agriculture a vu le jour il y a 12.000 années est à la base de l'instabilité de la Syrie, de l'Irak et des conflits actuels dans la région.”</i> Mohammed LARBI BOUGUERRA</p>	
<p>Les catastrophes climatiques sont d'abord causées par notre modèle de production lié à notre façon de vivre et d'utiliser les ressources de cette planète et l'eau plus particulièrement. Le modèle de gestion de l'eau est à</p>	<p>Une meilleure gestion de l'eau et une atténuation des effets du changement climatique peuvent garantir une meilleure stabilité politique des pays. Pour cela, il est indispensable de tenir compte de l'avis des</p>

revoir complètement car :

- la place prépondérante des grandes infrastructures conduit à une perte des zones d'infiltration en zone urbaine ;

- on constate la perte d'écosystèmes riverains forestiers et une désertification accrue ;

- le développement croissant des zones urbaines se conjugue avec un exode rural accru. Les relations d'interdépendance ville-campagne sont ainsi remises en cause ;

- les populations locales sont de plus en plus exclues des décisions concernant la gestion des ressources.

Ce modèle qui détruit les écosystèmes et assèche les terres renforce donc les migrations de populations rurales qui abandonnent leur terres pour aller vers les villes.

populations locales, et notamment des peuples autochtones qui historiquement ont géré l'eau de façon durable.

Il est aussi nécessaire de **rétablir le cycle de l'eau pour permettre aux zones rurales de vivre sur leurs terres et de collaborer avec les villes pour assurer la disponibilité et la qualité de la ressource hydrique, de manière juste et durable.**

“Notre modèle de gestion de l'eau est actuellement insoutenable et ne respecte en aucune façon les cycles de l'eau.” Nathalie SEGUIN

L'accaparement de l'eau dans certaines villes et villages est une énorme source de conflits. Au Mexique par exemple, l'approvisionnement en eau de la ville de Mexico a un coût énergétique colossal car l'eau y est acheminée par pompes électriques sur des centaines de km. Des communautés entières en sont privées. Ce fut le cas des femmes Mazahua, qui en septembre 2004, armées symboliquement de fusils de bois formèrent l'Armée Zapatiste des Femmes Mazahua pour la Défense de l'Eau afin de dénoncer ce système.

Il existe également des outils juridiques. La "constitutionnalisation" du droit à l'eau n'est pas une fin en soi, mais c'est une prérogative au travail d'interpellation de la société civile pour amener l'Etat à avancer. **La reconnaissance du droit à l'eau peut être un outil de plaidoyer si elle se conjugue avec la mobilisation citoyenne et la capacité de faire converger les luttes au niveau local et national** (cas de la Tunisie et le moratoire sur l'extraction du gaz de schiste, le droit à l'eau reconnu dans la constitution du Burkina Faso et la mise en place des Comités de Défense de l'Eau au Mexique).

Partie 2 : Mettre en œuvre des solutions locales pour s'adapter au changement climatique, dans le domaine de l'eau

Le changement climatique n'est pas directement responsable des fléaux pesant sur l'environnement et la ressource hydrique. Cependant, il les aggrave sur les aspects suivants : stress hydrique, dégradation de la qualité de l'eau du fait de la hausse des températures qui conduisent à une hausse de la concentration des agents pathogènes dans l'eau, inondations qui mènent au débordement des fosses septiques ou accroissent les risques sanitaires en général...

L'initiative Fourigninkèrè vise à promouvoir des actions de **gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) de la rivière par les acteurs locaux dans le but de sauvegarde et d'amélioration des services d'eau et d'assainissement qui y sont associés**. Ceci permet alors d'assurer une gestion concertée et de renforcer la résilience des populations qui sont victimes des inondations, du manque d'eau domestique et agricole, et des maladies liées à l'eau. Trois catégories d'actions ont été conduites : aménagement participatif du sous-bassin de Fourigninkèrè, promotion des bonnes pratiques d'utilisation domestique de l'eau de Fourigninkèrè, renforcement institutionnel au niveau local.

Au Bénin, la rivière Fourigninkèrè constitue le collecteur naturel des eaux de pluies et des déchets solides quelle

Il faut redonner confiance aux populations. Plusieurs actions de sensibilisation doivent être menées ou

<p>charrie. Ceci s'explique par le fait que le système de collecte des déchets solides de la ville est quasi inexistant et le taux de couverture en latrines est faible. Elle entretient entre autres, les activités comme l'agriculture urbaine. De plus, des usages domestiques y sont pratiqués et certaines parties des berges sont occupées par les habitations ce qui provoque de véritables désastres lors des inondations. La gestion des ressources en eau de la rivière se confronte donc à des problèmes majeurs : déficit en eau potable, pollution de l'eau de la rivière et l'érosion des berges de la rivière.</p>	<p>renforcées avec les populations concernées: traitement des déchets, les dangers et défis de l'agriculture sur les berges, le reboisement, la promotion des modes de traitement de l'eau domestique et potable avec services d'hygiène et d'assainissement pour rendre potables les puits.</p> <p>Il faut aller systématiquement vers un diagnostic avec les populations locales pour qu'elles promeuvent elles-mêmes les mesures les plus pertinentes et adaptées à une gestion durable de l'eau et à la restauration de la nature sans attendre le pouvoir central.</p>
<p>Au Sénégal, la problématique de l'accès à l'eau peut se poser en termes d'équipements mais également en termes de faible alimentation des nappes, provoquant le tarissement quotidien des ouvrages en saison sèche après un temps de fonctionnement relativement faible. De ce fait, les populations exploitent régulièrement les nappes alluviales superficielles des marigots pour leurs usages domestiques.</p>	<p>Il est primordial de réalimenter les nappes aquifères en zone de socle afin de viabiliser sur le long terme les équipements hydrauliques existants. Des ouvrages comme les digues déversantes, digues filtrantes ou mares artificielles peuvent être réalisés. Le suivi du niveau de la nappe aquifère est essentiel pour mesurer l'efficacité de ces aménagements.</p>
<p>Dans la région de Tillabéri au Niger, les populations vivent uniquement de l'agriculture et de l'élevage. L'agriculture est pluviale de juin à octobre. La sécurité alimentaire est assurée grâce à la vente des excédents le reste de l'année. Cependant, ces cycles sont perturbés par le changement climatique et l'accroissement démographique. De ce fait, les terres fertiles restantes sont prises d'assaut, ce qui provoque de forts conflits intercommunautaires entre agriculteurs, mais aussi entre et avec les éleveurs.</p>	<p>Il faut mettre en place des projets de prévention des conflits et de promotion de la paix, à travers la création de forums de discussion sur la prévention et la gestion des conflits, et l'élaboration de cadres de concertation régionaux (transfrontaliers) et pluri-acteurs (exemple du Niger).</p>
<p>Il existe actuellement deux types d'urgences : d'un côté celle liée à la rareté de l'eau qui met les populations dans une situation de vulnérabilité. Et de l'autre côté, celle liée à l'abondance de l'eau provoquant des inondations (Pakistan, Philippines) et faisant d'importants dégâts. Ce que rappelle le SIF c'est qu'il faut pouvoir répondre à ces urgences de façon immédiate et construire en même temps des réponses à moyen terme avec des logiques qualitatives pouvant augmenter significativement la résilience des populations.</p>	<p>En situation de rareté, les réponses immédiates consistent à fournir l'accès à l'eau (distribution d'eau par camions, kits de purification...). A moyen terme, il s'agit d'améliorer la disponibilité en eau (construction de bassins de rétention d'eau pluviale, projets de réhabilitation des sources naturelles ...).</p> <p>Dans les situations d'abondance, les réponses permettent de renforcer les capacités de préparation aux inondations ou moussons, par exemple par la construction de digues, de greniers à nourriture sur pilotis, de filtres naturels d'eau pour la rendre potable, de distribution kits d'assainissement et d'hygiène, construction d'abris....</p> <p>La qualité de l'eau est aussi un facteur à prendre en compte (amélioration des infrastructures par le renforcement des réseaux déjà existants, construction de sanitaires...).</p> <p>L'amélioration de la gestion de l'eau est cruciale (création de comités de gestion de l'eau) tout comme le plaidoyer (identifier les obstacles à l'accès et défendre l'eau en tant que droit...).</p>



ATELIER DE RÉFLEXION COLLECTIVE : « COMMENT FAVORISER LA PRISE EN COMPTE DU LIEN EAU/CLIMAT DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES ? »

Animateurs de la session : **Sandra METAYER**, chargée de mission, Coalition Eau et **Kristel MALEGUE**, Coordinatrice, Coalition Eau.

Intervenants :

Arnaud ADJAGODO, Chargé de programme, Partenariat National de l'Eau, Bénin

Sena ALOUKA, Directeur exécutif de l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE), Togo

Virginie BINEAU, Directrice générale adjointe Eau Vive, France

Guillaume CRAIG, Directeur de blueEnergy, Nicaragua

Assane DIONE, Coordinateur GRDR, Mali

Raymond Stone IWAASA, Conseil traditionnel Kaienkéhaka, Canada

Joseph KOGBE, Coordinateur Réseau Climat & Développement, Togo

Christophe LE JALLÉ, Directeur Adjoint Recherche et Relations Institutionnelles Internationales, Programme Solidarité Eau, France

Moutari Abdoul MAJID, Chargé des questions d'adaptation aux changements climatiques, DEMI-E, Niger

Roukiattou OUEDRAOGO, Chargée de communication et de plaidoyer, Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales, Burkina Faso

Sylvie PAQUEROT, Professeure agrégée en sciences juridiques et politiques, Université de Ottawa, Canada

Nathalie SEGUIN, Coordinatrice de Freshwater Action Network (FAN MEX), Mexique

Samson SHIVAJI, Directeur de Kenya Water and Sanitation Civil Society Network (KEWASNET), Kenya

Zakaria Nouradine TOURÉ, Président de la Coordination Régionale des Usagers des Ressources Naturelles du Bassin du Niger (CRUBN), Mali

Date et lieu : mardi 8 décembre au Pavillon de l'eau 77 avenue de Versailles 75016 Paris



Résumé de la session:

Eau et changement climatique sont intrinsèquement liés. Pour agir sur le climat, il est indispensable d'intégrer le facteur « Eau », comme il faut prendre en considération le facteur « Climat » dans les politiques de gestion de la ressource en eau. Pourtant, il semble que cette prise en compte intégrée soit encore faible au niveau des politiques publiques nationales et locales : d'une part, l'eau est peu considérée dans les plans d'actions pour l'adaptation au changement climatique, d'autre part, les politiques de l'eau n'intègrent pas assez la planification du changement climatique.

L'atelier s'est attaché dans un premier temps à dégager les principaux obstacles à l'intégration des politiques Eau et Climat. Six types de blocages ont été identifiés : mauvaise gouvernance et manque de coordination ; difficultés d'appropriation locale ; manque de capacités ; données limitées ; manque de moyens de mise en œuvre ; corruption et manque de transparence.

La deuxième partie de l'atelier a permis d'identifier des actions possibles et différents rôles pour les Organisations de la Société Civile (OSC) afin de répondre à ces enjeux :

- un rôle d'accompagnement des acteurs (autorités locales, populations), notamment pour le renforcement des capacités, la sensibilisation ou encore l'analyse communautaire des vulnérabilités ;
- un rôle de plaidoyer, notamment pour exiger une meilleure gouvernance et harmonisation des politiques ;
- un rôle de veille citoyenne, pour effectuer un suivi, en particulier des moyens de mise en œuvre, et améliorer la transparence.

Les participants se sont accordés sur le fait qu'il est nécessaire de commencer par un renforcement de la société civile sur les enjeux Eau/Climat : avoir une société civile forte est pré-requis pour influencer sur les politiques publiques.

Synthèse

BLOCAGES / DÉFIS	PROPOSITIONS EN TERMES DE STRATÉGIES ET D' ACTIONS POUR LES OSC
<p>En préambule, il convient de souligner que le changement climatique n'est pas le principal responsable des problèmes liés à l'eau, lesquels résultent avant tout de modes de gestion de l'eau non-soutenables.</p>	<p>Les OSC doivent garder à l'esprit que le changement climatique est un facteur aggravant, qui ne doit pas occulter les autres facteurs de dégradation des écosystèmes hydriques liés aux activités humaines.</p>
GOVERNANCE ET COORDINATION	
<p>Les blocages institutionnels à la prise en compte du changement climatique dans les politiques de gestion de l'eau sont nombreux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un manque de cohérence entre les différents plans liés à l'eau ou au climat (plans nationaux Eau et Assainissement, plans d'adaptation au changement climatique, plans de Gestion Intégrée des Ressources en Eau, Schémas d'aménagement et de gestion des eaux). • un manque de coordination intersectorielle, entre les acteurs des secteurs liés à l'exploitation de la ressource. Par ailleurs, le fait que le changement climatique soit une problématique transversale nuit parfois à sa prise en compte dans les politiques sectorielles. • un manque d'articulation entre les diverses échelles nationales, régionales et locales. L'eau est plutôt gérée au niveau local alors que les questions du changement climatique sont suivies au niveau national. En Afrique de l'Ouest, on constate un décalage énorme entre les schémas d'aménagement des bassins (SDAGE) et leur mise en œuvre sur le terrain. 	<p>C'est le rôle des OSC, voire même leur responsabilité, d'interpeller les dirigeants politiques pour exiger une meilleure harmonisation des politiques publiques, entre secteurs mais aussi entre échelles territoriales. Il est nécessaire d'avoir un ou deux textes de référence au niveau national qui prennent en compte toutes ces questions, et soit accompagné d'un cadre national de concertation et de mobilisation de tous les acteurs. Pour construire des politiques Climat et Eau efficaces, il faut éviter de travailler en silo et raisonner davantage en termes d'aménagement du territoire.</p>
APPROPRIATION LOCALE ET PARTICIPATION	
<p>Souvent, la gestion de l'eau au niveau des bassins est dictée par les des acteurs extérieurs étrangers : exigences des bailleurs internationaux, recommandations d'experts internationaux aux schémas théoriques. En Afrique francophone, les GIRE ne sont pas construites depuis le terrain mais selon une logique « top-down » qui constitue un blocage à leur bonne réalisation.</p> <p>Les programmes d'adaptation au changement</p>	<p>Les politiques de gestion de l'eau et d'adaptation au changement climatique ne fonctionnent que si l'on associe les acteurs locaux et les populations. Il est primordial de construire au niveau local de vrais lieux de pouvoir et de débat. La société civile doit demander sa participation systématique à l'élaboration des plans nationaux ou communaux. Il est essentiel d'utiliser les « savoirs profanes » des populations.</p> <p>Pour intégrer le changement climatique dans les plans</p>

climatique dans la gestion de l'eau sont conçus au niveau national sans impliquer les acteurs locaux directement concernés : autorités locales, société civile, communautés (pas de diagnostic ou évaluation à l'échelle des communes). En outre, il est difficile d'avoir une bonne gestion locale de l'eau dans les pays où la décentralisation n'est pas effective .	locaux, il est nécessaire de sensibiliser les acteurs locaux . Des actions de sensibilisation des communautés, d'analyse communautaire des vulnérabilités, de formation des élus locaux et services techniques et de renforcement institutionnel peuvent être menées.
CAPACITÉS	
Dans de nombreux pays, les politiques ne sont pas adaptées car aucune mise à jour n'est faite notamment par manque de personnel compétent en la matière , au niveau de l'administration et des cadres. Il y a aussi un problème de capacités au niveau des Organisations de la Société Civile (OSC) .	La mise en œuvre des politiques a besoin de renforcement des capacités des acteurs impliqués . La société civile détient un rôle capital dans l'accompagnement et la formation. En outre, les OSC sont des acteurs terrain qui ont des connaissances et des bonnes pratiques qu'elles peuvent rendre visibles et diffuser pour inspirer les politiques publiques. Pour le renforcement des capacités des OSC, il peut être intéressant de développer des guides ou des modules simples .
DONNÉES	
Il existe de nombreuses lacunes en matière de fiabilité et de disponibilité des données sur l'évolution de la ressource hydrique . Les plans d'adaptation ne sont pas suffisamment détaillés. Très peu de diagnostics locaux sont réalisés.	Il faut mettre en place une collecte de données et un suivi dans le temps de l'évolution de la ressource hydrique. L'important est d' avoir des outils inclusifs , tels que l'analyse communautaire des vulnérabilités.
MOYENS DE MISE EN ŒUVRE	
Les moyens alloués pour la mise en œuvre d'activités d'atténuation et d'adaptation au changement climatique ne sont pas disponibles ou pas adaptés . Parfois, les plans existent mais ne sont pas appliqués, notamment par manque de financements.	Les OSC doivent demandeur des financements pour les politiques d'adaptation au changement climatique, notamment décentralisés . Elles doivent également s'assurer qu'il y ait un budget pour le développement des capacités au niveau local. Les OSC ont en outre un rôle de veille citoyenne sur le financement .
TRANSPARENCE	
La corruption reste un fléau majeur pour la bonne réalisation des politiques. La lutte contre la corruption a été identifiée par l'ONU comme un moyen de mise en œuvre des objectifs Climat.	Il est nécessaire d'insister sur la redevabilité et l'intégrité des projets menés et renforcer la transparence et l'accès citoyen à l'information des budgets et des actions.

Quelques ressources utiles pour aller plus loin :

- Publication du Réseau Climat & Développement [« Intégrer la contrainte climatique dans le développement – de la bonne pratique à la politique publique » \(2013\)](#)
- Présentation du projet de DEMI-E au Niger [« Campagne de plaidoyer pour l'intégration du changement climatique dans les Plans de Développement Communaux \(PDC\) »](#)
- Site **Programme Eau, Climat et Développement (WACDEP)** du Global Water Partnership (qui vise à renforcer les capacités des Etats pour intégrer la sécurité en eau et la résilience climatique aux processus de planification du développement) : <http://www.gwp.org/fr/wacdep/>
- [« Les principes communs d'adaptation »](#) de Southern Voices (qui peuvent servir de référence pour la mise en place d'un projet mais également pour l'évaluation de politiques d'adaptation).
- Sur les questions d'intégrité, voir le travail du Water Integrity Network (WIN) et l'initiative gouvernance de l'eau de l'OCDE.



DÉBAT CITOYEN : « EAU, VILLES ET CATASTROPHES CLIMATIQUES : REPENSER LA PLACE DE L'EAU POUR UNE VILLE A L'ÉPREUVE DES BOULEVERSEMENTS CLIMATIQUES »

Animateur de la session : Henri LEFEBVRE, coordinateur de projets Une Seule Planète.

Intervenants : Marco SCHMIDT, sociologue engagé dans des projets urbains en coopération avec le ministère des sciences allemand. Édouard NICOLAS, urbaniste, maîtrise en ruissellements en milieux urbains, spécialiste de la gestion à ciel ouvert.

Date et lieu : jeudi 10 décembre au Pavillon de l'eau 77 avenue de Versailles 75016 Paris



Résumé de la session

Ce débat citoyen a réuni une dizaine de participants venus échanger sur le thème de la place de l'eau dans les villes à l'épreuve des bouleversements climatiques. Ce groupe était constitué de citoyens volontaires déjà fortement sensibilisés aux enjeux de la gestion de l'eau au titre de leur profession ou de leur engagement militant. C'est sur la base d'un court paragraphe écrit qu'ils ont démarré leurs échanges. Cette introduction visait à donner les premiers éléments de réflexion et était présentée ainsi:

"Comment passer d'une organisation urbaine qui favorise le changement climatique et les catastrophes naturelles à une cité capable de restaurer le climat ? L'urbanisme actuel concentre les causes du dérèglement climatique : émissions de CO2 directement par les transports routiers et le chauffage domestique, et indirectement par la production des biens de consommation, réchauffement de la température ambiante avec l'imperméabilisation des sols et la disparition de l'eau, des arbres et des espaces verts, etc. Nombre de villes sont directement touchées par les bouleversements climatiques, en particulier par les désastres qu'ils entraînent. Comment peuvent-elles se développer autrement, en contribuant à diminuer le réchauffement climatique et en améliorant leurs capacités d'adaptation ? Peut-on utiliser l'eau en ville dans cet objectif? Comment?"

Ce débat citoyen est un dispositif du programme *Une seule Planète* coordonné par le Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) et porté par 9 structures associatives¹. Il vise à sensibiliser les citoyens sur les questions de transitions sociales, économiques, écologiques et démocratiques et suit une méthodologie

¹ AITEC, les Amis de la Terre, Artisans du Monde, CCFD Terre-Solidaire, le CRID, France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand, Ingénieurs sans Frontières, les Petits Débrouillards, RITIMO

particulière. Les débats citoyens sont des espaces d'expression où des citoyens se retrouvent pour discuter d'un problème de société. Cette conception du débat public est inspirée de nombreux outils de démocratie directe basés sur les principes suivants: liberté de parole, expertise du collectif et valorisation des opinions minoritaires. Les intervenants choisis pour l'atelier (Marco SCHMIDT et Édouard NICOLAS) n'ont pas un statut d'expert, mais sont dans un rôle de témoins devant répondre aux attentes des participants.

A partir de la problématique "Comment construire un aménagement durable et des villes résilientes sans impacts sur l'environnement ? ", les participants ont fait émergé de nombreuses analyses et propositions que le tableau ci-dessous s'applique à restituer.

Synthèse

DÉFIS / INCERTITUDES	PROPOSITIONS DE STRATÉGIES ET D'ACTIONS
<p>La ville est affectée par le changement climatique via de nombreuses catastrophes qui sont liées à l'eau de manière directe (sécheresse, inondations) ou indirecte (maladie, choléra).</p>	<p>Pour maîtriser le cycle naturel de l'eau, l'échelle de la ville et du citoyen est adéquate pour développer certaines solutions.</p>
<p>La question de l'eau est oubliée dans les débats et conférences sur le climat. On cible dans les villes l'impact de utilisation des énergies et /ou du chauffage, mais on oublie le rôle essentiel de l'eau.</p>	<p>La ville ne doit plus être une cause du changement climatique, mais une solution en matière d'adaptation et d'atténuation : toutes les solutions de recyclage de l'eau, d'économie d'eau et de solutions alternatives biologiques doivent être mises en œuvre.</p>
<p>Avec le défi du changement climatique, se pose aussi celui de garantir et offrir les services de base en matière d'accès à l'eau à ses habitants. Dans un contexte d'augmentation croissante de la population urbaine, il est primordial d'anticiper ces évolutions se cumulant aux effets du changement climatique. Cette augmentation de la population urbaine est plus ou moins directement liée aux déplacements humains liés au changement climatique.</p>	<p>Il faut développer une approche globale sur la gestion de l'eau cumulant à la fois les dimensions techniques, sociales (offrir aux habitants des services de base et le droit à l'eau et à l'assainissement) et participatives (citoyen).</p> <p>Il est primordial de considérer l'eau comme un bien public/commun et non comme un bien marchand.</p>
<p><i>“Penser la ville avec les citoyens et non sans eux pour agir dans la durée.” Jérémie CHOMETTE</i></p>	
<p>L'usage de l'eau et de l'assainissement s'inscrit dans l'histoire de la construction des villes. Le recul en arrière est parfois difficile. En revanche, on peut développer beaucoup de choses dans les villes plus récentes où il est possible de trouver des solutions et d'éviter de répéter les erreurs passées.</p>	<p>Il faut s'entourer d'architectes qui pensent la ville différemment, qui réfléchissent à la place des écosystèmes dans la ville et cherchent à anticiper dès maintenant. A Montpellier, cela fait plus de 30 ans que la ville innove en la matière.</p>
<p>La capacité des villes à s'adapter au changement climatique réside plus particulièrement dans la</p>	<p>Il est possible d'adopter une approche décentralisée mais mutualisée de l'eau en s'inspirant des énergies</p>

mise en œuvre de la décentralisation pour favoriser l'accès à des technologies simples et pour favoriser le développement de solutions.

renouvelables. On ne peut pas être résilient avec un système centralisé. Les réseaux peuvent être décentralisés mais liés (si un réseau a une défaillance, l'autre peut prendre le relais).

L'eau est précieuse et pourtant, aujourd'hui, elle n'est pas vue comme telle. On génère des millions de cubes d'eau potable inutilement, ce qui demande de l'énergie (pompage, transport...). Seul 1% de l'eau potable est bu. L'eau utilisée pour laver les trottoirs est 100% potable. C'est un gâchis de coût et d'équipement.

Il faut récolter l'eau de pluie. L'eau de pluie ne comporte pas de calcaire, au contraire de l'eau courante. Elle peut être directement remise dans le circuit.

La plus grande marge dans les économies d'eau se trouve dans les pratiques et techniques de traitement des eaux usées.

“Envoyer les eaux pluviales dans le réseau crée pollution et inondations.” Gilles SERFARTI

Comment les habitants peuvent se réapproprier l'eau et sa gestion en ville ? Il faut pouvoir voir l'eau, la rendre visible. On n'a pas conscience de la présence de l'eau en ville, sauf en cas d'inondation. Souvent, voir l'eau en ville fait peur, car elle est associée aux inondations ou à la noyade. Il faut montrer que les pluies ne représentent pas un volume si important. A Paris, une pluie importante de 5 cm arrive une fois tous les 10 ans, c'est relativement peu.

Pour que les habitants se réapproprient l'eau, il est primordial de les sensibiliser en leur montrant la place et le rôle de l'eau dans la ville, et rassurer sur les craintes communes provoquées par l'eau.

Il faut réfléchir à la place du citoyen dans le processus. En sensibilisant, on agit sur une évolution des mentalités.

Il nous faut changer nos repères: on sait tous combien on consomme de litres d'essence au 100 km mais on ignore les m3 d'eau que l'on consomme.

“Il faut montrer l'eau dans la ville (...) Pour se réapproprier l'eau, il faut la voir.” Édouard NICOLAS

La ville est une bulle thermique qui participe au changement climatique. Ce surplus de chaleur est créé par les pertes d'eau, le ruissellement des eaux de pluie qui vont dans les égouts. Les villes manquent d'évaporation.

L'urbanisation galopante étanchéifie les sols dans lesquels passaient avant l'eau. Nous suivons un modèle d'expansion urbain qui imperméabilise les sols.

Il existe de très nombreuses solutions y compris peu coûteuses qui participent de façon indirecte à modifier la chaleur dans les villes et qui contribuent à réduire les impacts du changement climatique. **Pour rafraîchir les villes, on peut favoriser l'évapotranspiration pour protéger le cycle local de l'eau.** Cette évapotranspiration est permise grâce à la revégétalisation des villes et par la multiplication des cheminements de l'eau à ciel ouvert ou son stockage à découvert.

	<p>La revégétalisation peut se traduire par plusieurs solutions: les toits végétalisés, ou les murs végétaux (plantes grimpantes récupérant l'eau sur le toit), des jardinières devant le bâtiment permettent de protéger du soleil. Autre solution: les jardins de pluie : ils produisent à la fois un effet naturel de climatisation gratuite et augmentent la biodiversité.</p> <p>On peut favoriser le refroidissement des villes en agissant sur l'efficacité énergétique de nos bâtiments. En Allemagne, une nouvelle technologie fonctionne à partir de la collecte de l'eau de pluie pour climatiser l'intérieur des bâtiments. Ce système est déjà appliqué dans tous les hôpitaux de Berlin.</p>
<p>La gestion des eaux pluviales est la clé d'un aménagement durable et d'une ville résiliente. En effet, les eaux de ruissellement sont en augmentation dans les villes.</p>	<p>L'aménagement paysager est primordial pour créer ces îlots de fraîcheur en ville car il fait plus frais près des parcs publics.</p>
<p><i>“Que la ville ne soit plus une des causes mais au contraire un facteur de mitigation de ce changement climatique.” Julien EYRARD</i></p>	
<p>L'utilisation de l'eau pluviale est restreinte en France car il existe un lobby de l'eau qui a intérêt à ce que l'on achète l'eau plutôt qu'on récupère de l'eau de pluie. Il existe aussi des blocages idéologiques dans le traitement des eaux pluviales.</p>	<p>Le stockage des eaux pluviales dans les villes peut se réaliser grâce à une intégration paysagère simple. Cela ne passe pas forcément par un énorme bassin de rétention, mais par de petits ouvrages végétalisés pour stocker une faible hauteur d'eau.</p> <p>Les espaces de stockage d'eau de ruissellement doivent être pensés pour être multi usages : création de bassins qui permettent de stocker l'eau et de réaliser l'évapotranspiration, production d'hydroélectricité dans les réseaux d'assainissement ou de méthanisation en station d'épuration.</p>
<p>Globalement, la mesure des impacts des activités de rafraîchissement des villes sont difficiles à mesurer: ces impacts sont diffus, et mesurables uniquement sur le long terme.</p>	<p>Il faut multiplier et partager les retours d'expériences entre les collectivités territoriales et dans les villes.</p>



Commentaire - Les analyses et propositions présentées dans ce tableau n'ont pas vocation à restituer le processus méthodologique suivi par le groupe mais uniquement les idées clés évoquées à chacune des étapes de l'atelier et par l'ensemble des participants.



ATELIERS D'ÉCHANGES ENTRE JEUNES AUTOUR DU SUJET : EAU ET CLIMAT

Animateur des ateliers :

Atelier 1 : Romain **MENAGE** et Constance **Le Coarer** (Coordination Eau Bien Commun Rhône-Alpes).

Atelier 2 : Stéfania **MOLINARI**.

Atelier 3 : Djazia **MÉCHÉRI** (Les Petits Débrouillards).

Date et lieu : Vendredi 4 décembre au Pavillon de l'eau 77 avenue de Versailles 75016 Paris

Présentation

Présentation générale des ateliers du vendredi 4 décembre.

La journée du vendredi 4 décembre a été l'occasion d'organiser des ateliers de travail réunissant une vingtaine de jeunes venus de plusieurs pays d'Europe tels que la France, l'Italie et la Moldavie, mais aussi du Brésil. Les participants étaient issus de plusieurs réseaux associatifs européens réunis au sein d'un programme Erasmus porté par la Coordination Eau Bien Commun Rhône-Alpes. Organisés sur une journée, ces ateliers ont permis de créer des échanges autour de la COP21 et des implications en matière de droit et gestion de l'eau.

Atelier d'échanges autour de la COP21 et de l'eau.

Ce premier atelier constituait pour les jeunes présents une première entrée en matière pour discuter et mettre en débat un ensemble de réflexions générales sur les enjeux de la COP21. La discussion a tourné autour de l'accord de la COP21 alors en négociation et plus particulièrement de l'intérêt des jeunes présents pour ce type d'événement. Le groupe s'est notamment interrogé sur le rôle des citoyens dans le processus de la COP21.

Atelier Communic'action – créativité citoyenne

Cet atelier avait pour thème le rôle de la communication pour mener une action militante. L'objectif était de poser les jalons de l'action collective et de découvrir un panel diversifié d'outils de communication, pour accompagner efficacement l'évolution des politiques et des comportements portée par les jeunes acteurs d'une citoyenneté créative et en mouvement.

Atelier « Imaginer notre vie après le changement climatique - Our Life 21 »

Cet atelier est un des dispositifs mis en place dans le cadre du projet OUR LIFE 21 : une campagne de mobilisation citoyenne originale et créative pour la COP 21 portant sur l'imagination des futurs durables et désirables. Ce projet est porté par les Petits Débrouillards, l'association 4D, la Ligue de l'enseignement, Prioriterre et le CFSI. La finalité de l'atelier est de présenter une méthodologie aux participants leur permettant par la suite d'animer à leur tour des ateliers similaires. L'atelier avait pour objectif de :

- Dégager avec les participants des problématiques autour du nexus Eau et Climat
- Donner des outils d'animation OurLife21 (débat, time-line, jeux, expériences) aux participants
- S'approprier les objectifs du millénaire, imaginer la vie en 2050

Plus d'informations sur <http://ourlife21.org/>



DÉFIS / INCERTITUDES	PROPOSITIONS DE STRATÉGIES ET D' ACTIONS
<p>Pour simplifier les négociations, les accords sont conçus sur la base d'un rapport qui porte essentiellement sur la question des émissions des gaz à effet de serre. Il est réducteur de ne s'intéresser qu'aux émissions de CO2. D'autres formes de gaz mais aussi certaines techniques sont nuisibles au climat, comme la fracturation hydraulique par exemple.</p>	<p>Cet accord est réducteur et ne permettra pas de véritablement changer la donne. Pour cela il nous faut élargir le débat et les modalités de négociations en plaçant au cœur des enjeux le développement « durable ». Nous devons véritablement nous interroger sur le type de développement que nous souhaitons mettre en place.</p> <p>Il faut centrer les débats sur la résilience des écosystèmes et notamment via le renforcement de nos démocraties.</p> <p>Si l'on s'intéresse plus précisément à la question de l'eau, il est urgent de ne plus la réduire à une ressource physique, simple intrant dans notre système énergétique : il faut penser l'eau en termes d'espace et intégrer le cycle de l'eau dans un cycle hydro-social. Elle doit également être abordée en croisant les regards géographiques et sociologiques.</p>
<p>Le principal point de blocage des négociations repose sur le décalage qui existe entre des pays développés qui, pour se développer, ont émis historiquement beaucoup de gaz à effet de serre, et les pays en développement qui en émettent de façon croissante dans leur processus de développement et qui n'entendent pas ralentir. Se pose dès lors la question de la solidarité entre les Etats.</p>	<p>Certains pays émergents parmi ceux les plus touchés par le CC peuvent insuffler un changement notable dans les négociations climatiques, notamment la Chine, le Brésil et l'Inde. Les pays qui s'opposaient à une réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre subissent aujourd'hui les effets du changement climatique. Il est donc envisageable que les pays les plus réticents deviennent favorables à un accord.</p>
<p><i>“Notre jeunesse doit trouver les solutions pour faire évoluer le système.” Agata</i></p>	
<p>Le changement climatique peut aussi devenir une opportunité de business comme une autre. Le changement climatique est pris en compte sans que ne soit véritablement remis en compte le fonctionnement du système.</p>	<p>La citoyenneté active et les gouvernements devraient percevoir le changement climatique comme un levier pour faire pression sur les entreprises et introduire l'éthique dans nos économies.</p>
<p>Face à la puissance des lobbys industriels, le pouvoir de la société civile semble réduit. Leurs forces en</p>	<p>Les résultats de l'accord risquent d'être décevants et peu concrets, mais un défi est posé au citoyen : celui</p>

<p>matière de lobbying sont importantes : le fait que les entreprises soient intégrées et présentes dans l'espace réservé aux négociateurs de la COP21, alors que la société civile n'y a pas accès, révèle l'ordre des priorités de ceux qui nous représentent.</p>	<p>d'investir son pouvoir démocratique pour agir à son tour. Le pouvoir dont nous disposons c'est celui de la rue, nous devons mettre la pression sur le gouvernement et les entreprises pour appliquer les politiques. C'est en multipliant les manifestations et les actions que nous parviendrons à nous faire entendre.</p>
<p>Une des difficultés liées à nos mobilisations tient au fait que les différents secteurs (universités, état, société civile) sont cloisonnés. Ils ne se rencontrent ni ne discutent ensemble. Y compris à l'intérieur des filières universitaires les étudiants ne sont pas suffisamment connectés entre eux. Parfois même les ministères publics traitent des mêmes thèmes séparément. C'est aussi la raison pour laquelle ceux qui manifestent sont le plus souvent ceux qui sont les plus affectés par le changement climatique.</p>	<p>C'est à la société civile de trouver et de proposer des solutions, afin de rapprocher la sphère politique de la sphère scientifique et de mettre en œuvre des actions cohérentes. Nous devons créer davantage de dialogue avec nos responsables politiques et nos parlementaires en les interpellant directement. Ces actions ont un effet car les parlementaires sont débordés et disposent d'une information peu diversifiée en termes de sources. Par exemple, en Italie un parlement sur l'eau a été créé par des organisations de jeunes. Les parlementaires ont écouté les recommandations fortes de nombreuses propositions. Dans le cadre du Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau, au Brésil, des jeunes se sont regroupés pour travailler sur le thème du climat et ont élaboré leur propre rapport remis au ministère de l'écologie du Brésil. Même si les effets sont restés limités il y a eu quelques avancées sur le plan législatif, inspirées de ces travaux.</p> <p>Pour parvenir à mobiliser d'avantage la jeunesse dans toute sa diversité autour de ces enjeux nous devons retravailler nos façons de communiquer autour du changement climatique pour faire en sorte que chacun s'approprie à sa manière ces enjeux si essentiels pour notre avenir.</p>
<p>Il y a deux niveaux pour changer les choses: le citoyen et le politique. Il est plus efficace d'agir aux deux niveaux. Mais il est difficile d'agir au niveau politique. Pour obtenir un impact sur une décision politique, il faut donc sensibiliser le public et la société civile. Les médias sont intéressants pour fédérer autour d'une cause, ils permettent une audience plus large. Mais les médias ont besoin de prétextes pour aborder certains sujets. De plus, l'attention des médias tourne, une actualité en remplace une autre. Pendant la COP21, il</p>	<p>Les médias alternatifs peuvent se saisir de l'idée plus facilement que les médias classiques. Il est en effet difficile de se faire entendre des médias si on a un angle différent, une vision minoritaire : par exemple si on présente les réfugiés comme une source d'enrichissement pour les sociétés et non pas comme un problème. Pour les médias « mainstream », il faut utiliser une stratégie : mettre en avant ce qu'ils veulent entendre, pour ensuite démontrer ce que l'on veut démontrer.</p>

est très dur d'avoir une place dans les médias, qui se concentrent sur Obama, les chefs d'États ... Mais d'un autre côté, les médias sensibilisent la population aux questions climatiques. Cependant, il existe un risque de délaissement du thème du climat par les médias après la COP21.

Les médias ne sont qu'un élément dans la stratégie. Il est nécessaire de développer les relations avec les institutions et de parler avec son premier cercle (amis) pour faire évoluer les choses. Les administrations et les politiques publiques sont parfois difficiles à comprendre. Mais discuter avec eux est très important pour parvenir à un résultat plus fort. Il faut faire pression sur les décideurs : par l'opinion publique pour le pouvoir politique, par les actionnaires pour le pouvoir économique.

Commentaire - Les réflexions présentées dans ce tableau sont essentiellement issues de l'atelier 1 (Atelier d'échanges autour de la COP21 et de l'eau.) et de l'atelier 2 (Atelier Communic'action – créativité citoyenne).





Peuples autochtones et changement climatique





CONFERENCE AU BOURGET « LA VISION DES PEUPLES AUTOCHTONES POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE »

Animateur de la session : Thierry JACCAUD Rédacteur en chef de la revue *L'Écologiste*

Intervenants :

Table ronde 1 : Irène BELLIER anthropologue CNRS, responsable du programme de recherche "Échelles de gouvernance et peuples autochtones", Directrice du IIAC-LAIOS, EHESS : L'importance de la participation des peuples autochtones aux négociations planétaires. Tom BK GOLDTOOTH (États Unis) Membre de *l'Indigenous World Forum on Water and Peace* : Les solutions portées par les peuples autochtones au sein des négociations internationales. Marie ROUE anthropologue, ethnoécologie et savoirs locaux, CNRS/MNHN : Temps d'Incertitude et Résilience: les peuples autochtones face aux changements climatiques.

Table ronde 2 : Felix SANTI (Kichwa, Equateur) président du Peuple Kichwa de Sarayaku : Une autre conception des écosystèmes. Ena SANTI (Kichwa, Équateur) représentante du peuple Kichwa de Sarayaku : les femmes autochtones et le changement climatique, Hector MARTIN MANCHE (Ashaninka, Pérou), président de la CECONSEC (organisation regroupant les communautés natives de la Selva Central) : Visions du peuple Ashaninka du Pérou face au changement climatique, Julius Caesar DAGUITAN (Igorot, Philippines), secrétaire général de *Asia Pacific Indigenous Youth Network*, Tempa GYALTSEN (Tibet) Directeur du *Central Tibetan Administration Environment desk* situé à Dharamsala dans le Nord de l'Inde, Isso NIHMEI (Vanuatu, Océanie) : L'action des *Pacific Climate Warriors* pour la protection de leur territoire et peuples en périls.

Conteur : Malek Boucherki

Date et lieu : mercredi 2 décembre 2015. 15h-17h30. Auditorium Nelson Mandela de l'Espace Générations Climat du Bourget, Parc des Expositions, 93350 Le Bourget.

Format : conférence publique au Bourget.

L'événement a rassemblé près de 500 personnes (experts internationaux, membres de la société civile mondiale, décideurs politiques, citoyens...) qui ont pu prendre connaissance de la vision des peuples autochtones sur le changement climatique et les solutions/propositions pour y faire face.

Résumé de la session

Alors que le changement climatique touche et touchera plus particulièrement les peuples autochtones, il est primordial de faire entendre leur voix pour prendre en compte leurs retours sur les impacts ressentis du changement climatique et pour prendre connaissance de leurs solutions en matière d'adaptation ou d'atténuation au changement climatique.

La session a permis de rendre compte du rôle dont se sentent investis les peuples autochtones dans la lutte contre le changement climatique en matière de transmission et de diffusion de leurs savoirs et savoir-faire et de sensibilisation autour de leur cosmovision. En effet, les peuples autochtones ont en commun de fonder leurs modes de vie sur un rapport harmonieux et durable avec la biosphère et à la gestion des ressources. Ils entretiennent une relation sacrée avec la Terre Mère qui invite au respect de la terre et de ses ressources. De cette relation particulière découle tout un lot de connaissances, savoirs et savoir-faire traditionnels qui peuvent nourrir des réflexions sur des solutions alternatives et durables pour la lutte contre le changement climatique. Cette conférence a également été l'occasion de dénoncer les impacts sur les écosystèmes causés par le mode de développement prédateur basé sur une consommation addictive et sans limite du monde occidental. Considérablement affectés par les effets du changement climatique, les peuples autochtones appellent au respect des droits de la Nature, de leurs territoires et de leurs droits humains.

DÉFIS /INCERTITUDES	PROPOSITIONS DE STRATÉGIES ET D' ACTIONS
<p>Les peuples autochtones entretiennent des modes de vie intrinsèquement liés à leur environnement, c'est pourquoi leur survie, et plus généralement leur bien-être dépendent directement de la santé des écosystèmes dans lesquels ils évoluent.</p> <p>Or, les enjeux climatiques affectent directement leurs conditions de vie : leur alimentation et leurs modes de vie traditionnels sont directement menacés par le changement climatique. Ils constatent en effet une recrudescence des phénomènes climatiques exceptionnels ainsi qu'une acidification de l'eau, l'érosion et la perte de terres et de biodiversité dans les régions de forêts tropicales comme en Amazonie ou encore une désertification accrue des terres arables comme sur les hauts plateaux du Tibet. En conséquence c'est aussi l'accès au soin via les plantes médicinales comme le pratiquent les Ashaninkas qui ne se fait plus comme avant.</p>	<p>Les effets du changement climatique sont si violents que les peuples autochtones demandent de revoir les objectifs portés par la COP21 et de ne pas se limiter à un réchauffement de la planète à 2°C mais à 1,5°C.</p> <p>Les enjeux climatiques affectant directement les conditions de vie des peuples autochtones, il est primordial qu'ils soient associés aux négociations mondiales sur le climat : les peuples autochtones demandent à obtenir une participation pleine et effective dans les programmes et processus de décisions régionaux, nationaux et internationaux. Les peuples autochtones demandent en outre un accès direct à des fonds pour des projets d'adaptation fondés sur leur vision et leurs savoirs traditionnels.</p> <p>La lutte pour la reconnaissance des droits humains va de pair avec celles des droits de la Nature. Les peuples autochtones se considèrent comme les premiers porte-voix du droit des écosystèmes et estiment qu'ils détiennent la responsabilité de faire assurer le respect de ces droits de la Nature. Quant au respect des droits des peuples autochtones, reconnus dans plusieurs textes internationaux (en particulier la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007 et la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail), les divers intervenants ont appelé à les faire respecter et à ce que plus d'Etats encore s'engagent de manière juridiquement contraignante pour leur application.</p> <p>Il ne faut toutefois pas mettre tous les espoirs dans le droit comme nous prévient Irène Bellier qui invite les peuples autochtones surtout à développer des « <i>lutttes politiques pour que le droit soit appliqué</i> ».</p>
<p><i>“La meilleure façon pour les peuples autochtones de s'adapter est de continuer à vivre.” Marie ROUE</i></p>	

<p>Les peuples autochtones observent de longue date les conséquences du changement climatique. Ils disposent de systèmes de savoirs d'observation de l'environnement à même de leur permettre d'anticiper les variations du climat à venir.</p>	<p>Nous devons valoriser les nombreuses solutions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique dont ont fait preuve les peuples autochtones.</p>
<p>Le développement durable a toujours été au centre de leurs modes de vie puisqu'ils ont toujours su vivre avec les contraintes du milieu et considérer les impacts dans le temps et pour les générations futures.</p>	<p>Les peuples autochtones souhaitent transmettre et diffuser leurs savoirs et savoir-faire pour atténuer les effets du changement climatique avec la condition <i>sine qua non</i> qu'ils n'en soient pas dépossédés et que ces savoirs soient reconnus et protégés.</p>
<p>Le peuple tibétain a par exemple vécu pendant des milliers d'années dans un milieu extrême de manière durable comme nous le rappelle Tempa Gyaltzen. Les peuples autochtones disposent ainsi de véritables capacités de résilience face au défi du changement climatique.</p> <p>Le changement climatique est si violent que ces systèmes sont néanmoins mis au défi.</p>	<p>La résilience de ces peuples est intrinsèquement liée au respect que nous saurons leur accorder concernant leurs modalités de vie, leurs pratiques et leurs cultures. Ils souhaitent également un appui au développement de leurs solutions (soutien de leurs pratiques agricoles et de pêches par exemple)</p> <p>Les États, les scientifiques, la société civile et le monde académique doivent aujourd'hui repenser leur façon de travailler avec les peuples autochtones car leurs systèmes de savoirs traditionnels ont beaucoup à apporter dans l'élaboration de solutions pour la lutte contre le changement climatique : il faut générer des alliances et des complémentarités.</p>
<p>Le changement climatique est envisagé dans les négociations essentiellement du point de vue occidental et n'est pas considéré dans sa globalité. Le contexte socio-économique et le modèle de développement ne sont pas mis en question.</p>	<p>Les négociations sur le climat ne doivent pas uniquement s'intéresser aux productions de gaz à effet de serre mais doivent remettre au cœur de ses priorités la biodiversité, les systèmes de gestion des ressources, en particulier des biens communs du Vivant ainsi que les droits humains.</p> <p>En ne remettant pas en question le modèle de développement de la société occidentale, on continue à produire les causes du changement climatique. Un changement global est nécessaire.</p>
<p><i>“ Qui demande la permission à la terre de la creuser et d'en sortir son pétrole, son gaz? À qui appartient cette salive de la terre qui peut tuer les gens? ... De quels droits vendent-ils mes arbres? À qui appartient l'air que nous respirons tous ?” Tom BK GOLDTOOTH</i></p>	

<p>La racine du changement climatique est la considération de la nature comme un bien commercialisable comme l'illustrent les solutions REDD et REDD+ et la création des marchés carbone comme solutions pour la réduction des gaz à effet de serre.</p>	<p>Les peuples autochtones dénoncent une financiarisation des solutions.</p>
<p>Les changements climatiques sont produits et renforcés par la présence de firmes multi nationales extractives que les gouvernements nationaux continuent à soutenir. C'est par exemple le cas en Équateur qui soutient les entreprises extractives tout en faisant la promotion du respect des droits des peuples autochtones et des droits de la Nature comme le rappelle Ena Santi.</p>	<p>Les peuples autochtones appellent à passer à une société post-extractiviste en stoppant les activités de prédation des ressources naturelles. Il s'agit désormais de délaisser nos systèmes basés sur une addiction à l'énergie et à la consommation pour des formes d'économie structurellement différentes.</p> <p>Les peuples autochtones appellent au passage vers un nouveau paradigme de droits de propriété au sein duquel les relations à la terre mère doivent être repensées. Ils réclament le respect de leurs territoires pour retrouver de nouveau l'accès aux terres accaparées par les firmes multinationales et que leur soient distribués des titres de propriété collective. Ils demandent enfin que leurs territoires soient reconnus comme des territoires sacrés libres d'exploitation pétrolière, minière ou forestière.</p>
<p><i>“Quel sera notre avenir si nous laissons les grandes multinationales nous le voler et traiter la nature comme une marchandise ?” Julius Caesar DAGUITAN</i></p>	
<p>Il existe un véritable antagonisme philosophique entre la vision occidentale et la cosmovision des peuples autochtones. Leur cosmovision considère que les êtres humains vivent en perpétuelle interrelation avec les entités qui composent la nature qui ont une vie propre qui doit être respectée à l'instar de celle des êtres humains.</p> <p>Félix Santi, leader Kichwa d'Equateur, interroge la vision occidentale de la nature « <i>[qui] considère la nature comme un simple espace vert statique et immuable</i> ».</p>	<p>Les peuples autochtones considèrent qu'il est de leur devoir de sensibiliser et diffuser leur cosmogonie au monde occidental. C'est pour eux une responsabilité d'insuffler une transformation positive pour sauver la planète et la communauté humaine qui y réside.</p>
<p>La jeunesse au sein des peuples autochtones est aujourd'hui très attirée par les mondes urbains. Cela se traduit entre autres par une</p>	<p>Les peuples autochtones doivent rester une culture vivante et ne pas être relégués dans les musées. Ils doivent réaffirmer leurs racines, leurs cultures et leurs savoir-faire traditionnels.</p>

perte de culture et un manque de renouvellement des traditions parmi les nouvelles générations.

Il est primordial que les peuples autochtones enseignent à leurs jeunes les principes et les connaissances des ancêtres pour **construire leur propre modèle de développement et d'éducation.**

*“Nous ne voulons pas que les gens disent que nous sommes menacés, on se bat et on ne va pas abandonner.”
Isso NIHMEI*

Face à l'urgence climatique, les mobilisations doivent continuer sous des formes diverses.

Pour agir, une des pistes est d'**organiser des actions pour faire pression sur les multinationales et les gouvernements afin que les voix des peuples autochtones soient entendues.**

Il faut essayer de rentrer dans les sphères du pouvoir pour ne pas être uniquement dans la mobilisation et la résistance mais **agir au niveau politique** comme Hector Martin Manche invite à le faire.

Il faut **continuer les mobilisations et manifestations pacifiques** cf. blocage des projets extractifs des *Pacific Climate Warriors*.

Enfin, il ne faut pas limiter les mobilisations à une demande axée uniquement autour des droits des peuples autochtones. Il faut **développer des luttes politiques et examiner le contexte actuel pour consolider ce qui a déjà été acquis en matière de droits.**





CONFERENCE : QUAND LES PROJETS EXTRACTIVISTES METTENT EN PÉRIL LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES ET LES ECOSYSTEMES : FOCUS SUR L'AMERIQUE DU NORD

Animateur de la session : Marion VEBER, Chargée de programme « Droits des peuples », Fondation Danielle Mitterrand – France Libertés.

Intervenants :

Nathalie SEGUIN : Coordinatrice générale de *Freshwater Action Network* (FAN MEX), Mexique : retour sur la politique énergétique au Mexique et ses conséquences environnementales

Tantoo CARDINAL, Actrice activiste, autochtone pour la défense des peuples natifs au Canada : les impacts de la fracturation hydraulique ou fracking sur les terres des peuples natifs au Canada.

Kandi MOSSET: Autochtone Mandan, Hidatsa, Arikara, chargée de la campagne Energie et Climat pour l'*Indigenous Environmental Network*, Etats-Unis : témoignage des désastres humains, sociaux et environnementaux générés par l'exploitation des gaz de schiste dans la Réserve de Fort Berthold, dans le Nord Dakota aux Etats-Unis

Sylvie PAQUEROT : Juriste et politiste canadienne : mise en perspective des politiques extractivistes au regard des grands enjeux énergétiques à l'échelle internationale et questionnement sur le respect des droits humains fondamentaux, en particulier des peuples autochtones

Date et lieu : vendredi 11 décembre au Pavillon de l'eau 77 avenue de Versailles 75016 Paris, 16h-18h30

Format : Conférence-débat publique.

Au travers d'exemples concrets d'impacts ressentis par l'extractivisme au Mexique, Etats-Unis et Canada et d'échanges avec la salle, l'idée était de questionner les politiques extractivistes (fracking et sables bitumineux essentiellement) au regard du respect des droits humains fondamentaux et des écosystèmes.

Résumé de la session

Alors que le changement climatique devient de plus en plus concret, les dirigeants politiques continuent de mettre en œuvre des projets extractifs toujours plus novateurs mais tout aussi risqués tant pour l'environnement que pour les populations. Mettant en péril à la fois les écosystèmes terrestres et aquatiques, les grands projets viennent aussi bien souvent mettre à mal les droits humains fondamentaux des populations avoisinantes tels que le droit à un environnement sain, le droit à l'eau ou encore le droit au consentement préalable, libre et éclairé. L'événement a été l'occasion de revenir sur les grands projets extractivistes au Canada, aux Etats-Unis et au Mexique.



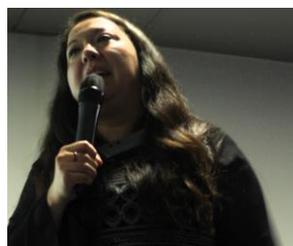
DÉFIS / INCERTITUDES	PROPOSITIONS DE STRATÉGIES ET D' ACTIONS
<p>Le niveau de développement avancé des pays d'Amérique Nord (Canada, Etats-Unis) a tendance à occulter qu'il existe également des peuples natifs dans ces régions dont les droits sont aussi peu respectés qu'ailleurs, voire moins. En Amérique latine, à travers la Commission Inter américaine des Droits Humains (CIDH), des peuples autochtones ont gagné quelques batailles juridiques pour faire respecter leurs droits spoliés par les entreprises extractives.</p> <p>Les États-Unis et le Canada ne sont toutefois pas partie à la Convention américaine relative aux droits de l'Homme. La reconnaissance effective des droits des peuples natifs semble toutefois en marche. Au Canada une commission sur la Vérité et la Réconciliation est en cours. La nouvelle ministre de la justice est une autochtone et elle essaie de travailler en ce sens.</p>	<p>Pour protéger les territoires face aux entreprises, il faut s'appuyer un maximum sur les nombreux traités signés par les Etats protégeant les terres et les droits des peuples autochtones. Il faut faire avancer la jurisprudence.</p> <p>Toutefois le droit n'est pas la panacée comme le rappelle Sylvie Paquerot. Le droit est avant tout conservateur de l'ordre : les mécanismes juridiques ne sont pas la solution pour rétablir la justice en faveur des citoyens. Il y a souvent un décalage entre la théorie et la pratique. En Équateur, Chevron a beau avoir été condamné après avoir détruit les terres de communautés indigènes, l'entreprise n'a jamais versé aucune compensation aux populations.</p> <p>Pour Sylvie Paquerot, « <i>Lorsque le droit et la justice se rencontrent, en général c'est par hasard!</i> » C'est l'action populaire et la désobéissance civile qui font que les tribunaux vont parfois interpréter le droit de façon plus juste. Puisque le droit donne un avantage net aux compagnies minières et pétrolières, cette bataille est politique plus que juridique.</p>
<p>Depuis les années 1970, l'ouverture au secteur privé a créé les conditions pour l'instauration de la suprématie du modèle extractiviste qui ne prend pas en compte les impacts environnementaux. Toutes les réformes juridiques qui ont suivi ont priorisé les industries extractives plutôt que le droit à l'eau et plus largement les droits des peuples autochtones. Par exemple, le Mexique, reconnu en 2010 comme l'un des pays les plus riches en biodiversité et qui s'engage dans sa Constitution au respect du droit à l'eau, a entamé une série de réformes</p>	<p>Pour inverser la donne des dommages de l'extractivisme sur les écosystèmes, certains peuples autochtones et acteurs de la société civile appellent à la reconnaissance de droits de la nature, voire à la création d'un crime d'écocide.</p> <p>Pour Sylvie Paquerot et Nathalie Seguin, ce n'est pas forcément le meilleur chemin. Sylvie Paquerot pense que la question n'est pas tant d'instaurer un crime d'écocide au niveau international que de prendre la responsabilité politique de respecter l'équilibre des écosystèmes et donc de passer par le politique.</p>

<p>mettant en péril les ressources naturelles et menaçant les populations autochtones.</p> <p>Aujourd'hui, le droit penche en totale faveur des industries extractives. La façon dont on exploite les ressources naturelles dans la plupart des pays du monde est un copier-coller du code minier canadien, l'un des plus délinquants au monde. Ce régime minier a été écrit pour favoriser les entreprises au détriment du droit des citoyens.</p>	<p>Une manière d'empêcher la destruction des écosystèmes et la prolifération des activités extractivistes consiste à s'opposer aux traités commerciaux (TAFTA et CETA par exemple) qui favorisent l'ouverture du commerce des ressources naturelles, en particulier les gaz et pétrole de schiste et consacrent les droits des entreprises sur les droits des peuples.</p>
<p>Les politiques extractivistes sont le prolongement d'une politique de prédation, raciste et destructrice des peuples natifs. Elles font suite à des décennies de colonisation et d'éradication culturelle.</p> <p>Les activités extractives se réalisent dans le mépris total des terres, des cultures, et de la santé des peuples natifs. La Terre Mère est utilisée pour créer du profit, allant contre les croyances et valeurs des peuples natifs d'Amérique du Nord.</p>	<p>Les peuples autochtones appellent à décoloniser les esprits.</p>
<p>Depuis la Conférence de Rio en 1992, les bases de la marchandisation de la nature ont été posées. La marchandisation des forêts permise par le rachat de leurs terres aux populations autochtones donne le droit de polluer ailleurs. Cela ne diminue pas globalement les effets de serre mais portent un coup de plus aux droits des peuples autochtones. Bien souvent, le résultat des marchés carbone est l'implantation de monocultures.</p>	<p>Les peuples autochtones doivent résister aux paradigmes prônés à l'heure actuelle. Il faut décoloniser nos esprits et refuser de mettre un prix sur l'air et l'eau comme les programmes REDD et REDD+ le font. Il ne faut pas se satisfaire en se disant que c'est un premier pas, il faut résister d'emblée à ce genre de fausses solutions.</p>
<p><i>“Il est important de se faire la voix des générations futures » « Une seule solution : laissez les [ressources] dans le sol ! ... La Terre s'adresse à nous pour nous crier : Vous devez réagir ou vous ne pourrez plus vivre ... Si nous avions grandi en sachant que la terre est notre mère, comment aurions-nous pu la marchander ? ” Kandi MOSSET</i></p>	
<p>L'extractivisme sur les terres et communautés des peuples autochtones provoque des ravages environnementaux.</p> <p>Les compagnies affirment pouvoir réhabiliter les forêts détruites par les sables bitumineux ou fracking en Alberta au Canada alors que les eaux sont polluées et que le retour en arrière semble impossible à court et moyen termes.</p> <p>Dans la Réserve de Fort Berthold, dans le Nord Dakota aux</p>	<p>Nous devons bannir définitivement la fracturation hydraulique et s'y tenir malgré la pression des lobbies sur l'argument de la prévention des risques.</p> <p>Les communautés s'organisent pour être entendues des pouvoirs publics et aussi pour expliquer et sensibiliser les gens sur les impacts de ces activités extractives sur leurs territoires.</p>

<p>Etats-Unis le fracking fait des dégâts écologiques considérables : forage de nombreux puits, pollution de l'eau et des terres à l'arsenic, pollution de l'air, taux de radioactivité supérieur à la normale, diminution de la faune et la flore, mauvaise santé des élevages...</p> <p>Autre exemple, au Mexique où 90% des rivières mexicaines sont déjà polluées, la partie Nord du pays vit avec un stress hydrique très fort.</p>	<p>Il faut former les gens, les éduquer pour qu'ils comprennent que c'est une mesure de bon sens de laisser les énergies fossiles dans la terre.</p> <p>Il faut multiplier les actions pacifiques visibles et médiatisées (bloquer les camions par exemple) pour stopper les activités des entreprises crapuleuses.</p>
<p><i>“Ce que les industries ne semblent pas comprendre c'est que l'eau circule... L'air pollué ne reste pas au Dakota, nous sommes tous sur la même planète. Nous sommes en train de mourir. Ce combat que nous menons c'est une guerre contre l'Etat. Notre pouvoir et nos armes, ce sont le savoir. Il faut que nous cessions cette addiction aux énergies fossiles.” Kandi MOSSET</i></p>	
<p>L'exploitation a aussi des impacts humains et sociaux importants.</p> <p>Dans la Réserve de Fort Berthold aux Etats-Unis, le passage continu des camions a entraîné la mort de plusieurs personnes et la pollution contribue à une multiplication des cancers dans la communauté. Les entreprises favorisent le développement du crime organisé, du trafic de drogue et les addictions qui en découlent, en amenant de l'argent liquide au sein des communautés. D'autre part, en créant un millier d'emplois, l'entreprise attire beaucoup d'hommes dans la communauté. A tel point que le ratio est maintenant de 10 hommes pour 1 femme. La violence contre les femmes a augmenté de 65%. Cela engendre également des problèmes liés à la prostitution. Les actes de violences et de racisme contre les peuples autochtones ont également considérablement augmenté. Le taux de criminalité a augmenté et il n'y a pas de justice pour les disparus : des assassinats sont classés comme accidents et les présumés responsables ne sont pas inquiétés par des enquêtes judiciaires. Aucune infrastructure publique ou privée ne vient en appui à ces problématiques sociales.</p>	
<p>Sylvie Paquerot a mis en évidence que ce qui se produit aujourd'hui de manière très forte et fréquente pour les autochtones est une menace grandissante pour tous sur Terre. Une communauté – quelle que soit son appartenance - assise sur des ressources pouvant être transformées en argent fera face aux mêmes problématiques.</p> <p>La population québécoise a, par exemple, pris conscience en 2010 avec le projet minier du fleuve Saint Laurent que les citoyens du Québec n'avaient pas plus de droits que les peuples autochtones.</p>	
<p><i>“Ce que ces communautés vivent, c'est ce que l'ensemble des communautés de la planète vont vivre... Maintenant quand on regarde les cartes, on ne sait pas où sont les forêts, mais on sait où sont les pipelines.” Sylvie PAQUEROT</i></p>	
<p>Lorsqu'ils ont lieu, les processus de consultation des populations avant la mise en œuvre des projets extractifs sont biaisés. Les entreprises font croire que les projets en</p>	

question vont permettre de dégager des bénéfices pour l'ensemble de la communauté. L'argument principal présenté repose très souvent sur le fait que le secteur créerait de l'emploi. Pourtant dans le cas de la Réserve de Fort Berthold, depuis l'arrivée des entreprises extractives, le taux de chômage est resté le même ; les ouvriers proviennent d'autres lieux.

Les codes de type Responsabilité Sociale (et environnementale) des Entreprises (RSE) engagent en principe les entreprises vers le respect des droits humains. Mais ils ont en réalité pour conséquence de transformer les rapports politiques et de désapproprier les communautés de la défense de leurs droits.





FLOTILLE AUTOCHTONE AU BASSIN DE LA VILLETTE

Dimanche 6 décembre 2015, des représentants autochtones d'Amérique du Nord et du Sud ainsi que du Pacifique ont navigué ensemble sur le Bassin de la Villette. Un moment émouvant pour faire entendre leurs voix dans la lutte contre le changement climatique.



Des représentants du peuple Kichwa de Sarayaku (Equateur), des peuples Lummi et Dene (Etats-Unis) et des *Pacific Climate Warriors*, ont créé ensemble une « Flottille autochtone » devant une foule amassée le long du Bassin.

Le public était invité à participer à une expérience commune, celle de se retrouver « dans le même bateau » face aux conséquences qu'engendre la destruction des écosystèmes partout dans le monde.



Cet événement nautique fort en émotion et en symboles a attiré les médias du monde entier. En marge de la conférence sur le climat, ces représentants autochtones ont alerté sur les menaces de l'extraction de ressources naturelles, tant pour la biodiversité que les droits humains. Ils ont lancé un appel aux dirigeants et aux grandes entreprises pour le maintien des combustibles fossiles sous terre, l'importance des droits de la Terre-Mère, et le respect des droits des peuples autochtones.





RENCONTRE ENTRE DEUX REPRÉSENTANTS DU PEUPLE AUTOCHTONE ASHANINKA (PEROU) ET UNE CLASSE DE CM1 D'UNE ÉCOLE PARISIENNE

Participants à la rencontre :

Berlin DIQUES RIOS, « Jiribati Koshipirinke », représentant Ashaninka de la communauté de Betania - Rio Tambo, Pérou. **Marisol SAMANIEGO PASCUAL**, “Marishöri Najashi”, représentante Ashaninka de la communauté de San Miguel Centro Marankiari, District de Perene, Province de Chanchamayo, Departamento Junín, Pérou. **David SALISBURY**, géographe britannique. **La classe de CM1 de l’institutrice Mme Cheilan.**

Interprètes : Marcelo BRIDA, interprète français-espagnol, Société Accès Interprétation Traduction. **David Rousseau ESPARZA**, interprète français-espagnol, Société Accès Interprétation Traduction.

Date et lieu : vendredi 11 décembre 2015 de 9h à 11h30 de l'École Maurice Genevoix, située au 3 rue Maurice Genevoix, 75018 Paris 18e.

Format : intervention en classe. L'objectif de cette rencontre était de favoriser la plus grande interaction possible entre les enfants et les deux représentants Ashaninka. Nous ne souhaitons pas être dans un format de type « savoir descendant » mais bien dans une optique de discussion ouverte et d'activités participatives.



Résumé de la session

Dans le cadre de la COP 21 en France, la Fondation Danielle Mitterrand – France Libertés a souhaité sensibiliser le grand public, y compris les enfants, aux enjeux climatiques en lien avec les peuples autochtones. Cet événement a été pensé comme une rencontre entre des enfants d'une classe de CM1 et deux représentants du peuple autochtone Ashaninka, Jiribati Koshipirinke et Marishöri Najashi, originaires de la forêt amazonienne péruvienne. Les enfants ont passé une matinée à s'entretenir avec eux pour découvrir ce peuple autochtone, son lien à la Nature et les enjeux qui l'entourent.

L'objectif était d'attiser la curiosité des enfants et de développer leur empathie en leur permettant d'échanger avec des représentants autochtones. Les enfants étaient invités à découvrir le monde à travers leurs yeux. Cet échange, basé sur la rencontre d'autrui a permis aux enfants de cultiver les notions d'altérité et de diversité.

Les enfants avaient travaillé en amont avec l'institutrice et préparé depuis plusieurs semaines cette rencontre. Ils étaient dès lors déjà avertis des impacts du changement climatique sur la forêt amazonienne. On a pu sentir combien les enfants étaient à la fois émus, curieux et avides d'en savoir plus.

La rencontre s'est déroulée en plusieurs moments.

- Accueil des Ashaninka par la classe : chanson de bienvenue (*Belle-Ile-en-mer* de Laurent Voulzy)
- Récitations de poèmes écrits par les enfants aux deux représentants Ashaninka
- Moment d'échange entre les enfants et les représentants Ashaninka : durant cet échange, les représentants Ashaninka ont expliqué aux enfants leur mode de vie, leur environnement et leur vision de la nature en s'appuyant sur des supports (objets traditionnels, photos, vidéos...). Les enfants ont pu poser tout type de questions et découvrir également la langue Ashaninka en apprenant l'alphabet, la prononciation des lettres. Ils ont enfin appris une chanson traditionnelle Ashaninka.

La rencontre a été riche en émotions tant pour les enfants que les deux représentants Ashaninka. La matinée a permis une véritable découverte et ouverture à une autre culture.



Résumés des films diffusés :

"Fleurs du Futur : Dobra Voda", Documentaire, 82 minutes, 2015

Réalisation : Valérie Valette

Ce documentaire explore une vision complémentaire du changement climatique. L'effet de serre n'est pas le seul mécanisme responsable de ce dérèglement écologique sans précédent : la modification de la surface de la planète par les activités humaines a atteint un point critique.

Le petit cycle de l'eau est le circuit fermé des micro-climats à l'échelle locale. Il est fondamental pour l'équilibre hydrique et thermique de notre planète, à l'échelle globale. Sa rupture, à travers la destruction des écosystèmes naturels et les mauvaises pratiques agricoles, entraîne des conséquences aussi désastreuses qu'ignorées.

Mais la bonne nouvelle, c'est qu'il est rapide et facile de le restaurer. Dans une échelle de temps et de moyens à taille humaine...

De la Slovaquie aux réserves indiennes du Dakota, du Pays Basque espagnol au Burkina Faso, du Paraguay à la France, des solutions dédiées au petit cycle de l'eau existent...

Berbère des Cimes, Documentaire, 52 minutes, 2015

Réalisation : Bruno et Sylvain Cedat

Au cœur du Haut Atlas Marocain, l'eau est une ressource rare. Le climat semi-aride ne laisse place qu'à quelques mois de précipitations par an. Depuis des siècles, les berbères ont su s'adapter à cet environnement, transformant des vallées arides en véritables oasis.

Pourtant, les conséquences du changement climatique inquiètent les plus anciens : les sécheresses récurrentes mettent en péril la communauté. La gestion de l'eau est un défi majeur que le petit village isolé de Tizi N'Oucheg veut relever.

Rachid, président de l'association du village et guide, est sur le point de réussir à faire de Tizi N'Oucheg le premier village de la vallée à maîtriser la gestion de son eau, depuis le captage des sources jusqu'à la réutilisation des eaux usées.

"H2Oil - Les sables bitumineux de l'Alberta", Documentaire, 75 minutes, 2009

Réalisation : Shannon Walsh

Documentaire sur l'exploitation dévastatrice du pétrole sur les terres des peuples cree et dene au Canada.

L'Alberta se trouve sur l'une des plus grandes taches de pétrole récupérables dans le monde, juste derrière l'Arabie Saoudite. Il couvre 149, 000 kilomètres carrés, soit une superficie plus grande que la Floride, et est titulaire d'au moins 175 milliards de barils de bitume brut récupérables. Le Canada est devenu le plus grand fournisseur de pétrole des États-Unis, avec plus d'un million de barils par jour en provenance des sables bitumineux. Actuellement, 40% de tout le pétrole produit au Canada provient des sables bitumineux.

La production de pétrole brut à partir des sables bitumineux, le pétrole le plus sale au monde, pourrait garder l'appétit mondial pour le pétrole à distance pour un autre 50 ans.

Mais les sables bitumineux sont une sorte fondamentalement différente de l'huile. Ils prennent beaucoup d'énergie et beaucoup d'eau et laissent une empreinte environnementale très grande par rapport à toutes les autres formes d'extraction de l'huile. Pour cette raison, les changements massifs à la forêt boréale et du bassin versant ont poussé les Nations Unies à la liste cette région en tant que pôle international de modifications de l'environnement.

En Alberta, aux abords de la rivière Athabasca, des citoyens, écologistes et professionnels de la santé s'inquiètent de la contamination possible de l'eau par les sables bitumineux. Pourtant, ministères et entreprises pétrolières proclament qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

LES ORGANISATEURS :

« Eau, Planète et Peuples (EPP) » et ses rencontres ont été lancés par un ensemble d'organisations de la société civile, dont la Coalition Eau, France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand, la Coordination Eau Ile-de-France, le CRID et l'Effet Papillon, comme un lieu de débat et d'échange sur l'eau. Passerelle entre les mouvements de la société civile, « Eau Planète et Peuples » propose des messages et des solutions alternatives sur les questions liées à l'eau, bien commun de l'Humanité.

LES RESPONSABLES DE LA SYSTÉMATISATION

La systématisation de la rencontre « Eau, planète et peuples » a été réalisée par l'équipe ALMEDIO Consultores, sous la coordination de la Fondation France Libertés. L'équipe de systématisation a été composée des personnes suivantes :

Coordination : Marion VEBER et Nadja BEDOCK (Fondation France Libertés).

Coordination méthodologique: Vladimir UGARTE et Sergi ESCRIBANO (Almedio Consultores)

Responsable éditorial : Averill ROY (Almedio Consultores)

Rapportrices : Justine RICHER, Sara LICKEL, Léna BAUER, Elsa OLAIZOLA, Sarah LOUDIN, Doris OUENSOU (Fondation Danielle Mitterrand – France Libertés) ; Awa TOURÉ (Coalition Eau).

	<p>Créée en 1986 par Danielle Mitterrand, la Fondation France Libertés est reconnue d'utilité publique, et dotée du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies.</p> <p>L'objectif de France Libertés est de construire un monde plus juste et plus solidaire dans lequel chacun puisse exercer sa liberté dans le respect de l'autre. Pour remplir cet objectif, France Libertés a pour mission de défendre les droits de l'homme, et notamment le droit fondamental d'accès à l'eau pour tous.</p> <p>www.france-libertes.org</p>
	<p>ALMEDIO Consultores est un pôle international de professionnels travaillant à la construction d'intelligences collectives. ALMEDIO Consultores s'organise autour de quatre pôles : une agence de collecte d'expériences, un service de capitalisation de l'information, un service de gestion de la connaissance (<i>knowledge management</i>), et un secteur de diffusion et d'éditions multimédia.</p> <p>www.almedio.fr</p>

*La reproduction totale ou partielle des documents est permise,
à condition de mentionner la source.*

« Eau, Planète et Peuples (EPP) » et ses rencontres ont été lancés par un ensemble d'organisations de la société civile comme un lieu de débat et d'échange sur l'eau. Passerelle entre les mouvements de la société civile, « Eau Planète et Peuples » propose des messages et des solutions alternatives sur les questions liées à l'eau, bien commun de l'Humanité.

Depuis leur lancement en mars 2012, les Rencontres « Eau Planète et Peuples » ont rassemblé des centaines d'organisations de la société civile du monde entier pour partager leurs expériences et leurs visions de ce bien essentiel qu'est l'eau. Une même idée nous rassemble : l'eau est un bien commun qui doit être accessible à tous car il est l'élément constitutif de la vie.

A l'occasion de la COP21, en décembre 2015 à Paris, la troisième édition des rencontres « Eau, Planète et Peuples » a été organisée, avec deux objectifs : expliciter les liens entre Eau et Climat et mettre en valeur les alternatives respectueuses du cycle de l'eau et du climat, avec un focus particulier sur les solutions portées par les peuples autochtones et les populations locales.

